



Sit-in hier des médecins résidents au CHU Mustapha Bacha

## La tension monte

Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) a claqué, hier, la porte d'une réunion avec les représentants du ministère et regrette l'absence du ministre à cette réunion. En parallèle, un nouveau sit-in a été tenu dans l'enceinte du CHU Mustapha Bacha. Les résidents menacent même de ne pas assurer le service minimum.

Page 3

Skikda

## Arrestation d'un trafiquant de faux billets

Page 24

Une commission nationale intersectorielle est recommandée



## Halte au braconnage !

Des voix s'élèvent pour dénoncer le phénomène de braconnage et de commerce illicite d'animaux sauvages, un phénomène devenu inquiétant, notamment dans certaines régions du pays, où l'outarde, la gazelle et le chardonneret, entre autres espèces protégées, sont menacées d'extinction.

Page 2

Tayeb Zitouni à propos des dossiers de la mémoire

## Les négociations sont à un stade avancé

Page 3



Le Monde arabe analysé par Catham House

## 2018, année des troubles sociaux

troubles civils pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient selon le think tank britannique, Catham House, basé à Londres. «Un certain nombre d'Etats de la région Mena sont confrontés à la perspective de nouveaux bouleversements à mesure que les conditions économiques s'aggraveront», est-il annoncé, constatant sans ambages que «les manifestations civiles devraient devenir le thème de cette année» dans un certain nombre du Monde arabe. En effet, l'année a commencé avec les manifestations iraniennes en plein essor. Puis, pendant les deux premières semaines de janvier, des milliers de personnes ont pris part à des manifestations sporadiques dans un certain nombre de villes tunisiennes contre l'indifférence apparente du gouvernement vis-à-vis de

l'impact de l'austérité. Ses citoyens ont porté le poids des réformes économiques soutenues par le FMI «alors que le pays se bat pour retrouver l'équilibre économique sept ans après le «Printemps arabe». Les manifestations se poursuivent cette semaine dans la ville de Metlaoui, dans le sud de la Tunisie, au sujet des emplois - ou plutôt du manque de travail - dans les mines de phosphate de la région, principale source de travail et de revenus. Cependant, «la Tunisie n'est pas la seule à affronter les défis de la pauvreté et du sous-emploi chronique et du chômage, en particulier chez les jeunes. Partout en Afrique du Nord, les gens ne peuvent plus se permettre les besoins nécessaires à la vie quotidienne», est-il souligné.

Page 4

Energie

## Sonatrach et Sonelgaz présentent leur potentiel d'investissement à Houston

Les groupes énergétiques algériens, Sonatrach et Sonelgaz, qui s'apprentent à lancer d'importants projets de développement, ont présenté lundi leur potentiel d'investissement à Houston (Texas) à l'occasion de la deuxième édition du Forum algéro-américain sur l'énergie.

Page 5



Par Amine Bensafi

Un rapport publié hier demande aux gouvernements arabes de lutter avec force contre la corruption s'ils veulent faire accepter les réformes économiques et éviter les troubles sociaux qui s'aggravent. L'année 2018 s'annonce comme une période de



Une commission nationale intersectorielle est recommandée

## Halte au braconnage !

Des voix s'élèvent pour dénoncer le phénomène de braconnage et de commerce illicite d'animaux sauvages, un phénomène devenu inquiétant, notamment dans certaines régions du pays, où l'outarde, la gazelle et le chardonneret, entre autres espèces protégées, sont menacées d'extinction.



Par M. Ait Chabane

En effet, des participants à un atelier régional sur la question, organisée par la Gendarmerie nationale, à Ouargla, ont recommandé la mise sur pied d'une commission intersectorielle nationale qui se chargera exclusivement de la lutte contre le braconnage et le commerce illicite d'animaux sauvages. Ils ont également préconisé l'installation de brigades mixtes Gendarmerie-Douanes pour veiller au contrôle des marchés et points de vente des animaux, de même que l'implication du secteur de la recherche scientifique dans la lutte contre tous les crimes liés au braconnage. Aussi, a-t-on appelé à la mobilisation de la société civile dont les associations et organisations, en vue d'ancrer les règles combatives contre ce

type de chasse non-encadrée et la sensibilisation sur ses risques et séquelles, aussi bien sur la richesse faunistique et floristique, que sur l'écosystème. Sur le plan juridique, les intervenants ont également souhaité la révision des dispositions liées à la détention d'armes de chasse, la restitution des armes aux brigades territoriales en attendant la régularisation de la situation et la création des réserves naturelles en vue d'encourager l'investissement privé. Au terme de cette rencontre, les participants ont adopté une série de recommandations s'articulant principalement autour de la création de brigades spéciales dotées de moyens nécessaires dans le sud du pays afin de traquer les braconniers. Une étude de recensement des espèces animales vivant dans les différentes régions est vivement souhaitée, pour

mieux coordonner les efforts de lutte contre ce phénomène de braconnage, a-t-on également suggéré. Par ailleurs, de nombreux intervenants ont mis à profit cette rencontre pour suggérer la lutte contre les différentes formes d'agressions et d'interventions démesurées sur l'environnement, dont les habitations et les usines, et d'accélérer la promulgation du nouveau décret exécutif définissant les mécanismes et modalités de lutte contre le braconnage en vertu de l'article 35 de la loi sur la chasse. La couverture médiatique des questions traitées par les unités territoriales et la sensibilisation à travers les médias sur les dangers de ce phénomène et son impact négatif sur l'écosystème, ont également été recommandées par les participants. Cet atelier d'information et de sensibilisation s'assigne, entre autres

objectifs, la vulgarisation du cadre juridique de protection de la faune sauvage en Algérie, ainsi que du rôle de la Gendarmerie nationale dans la lutte contre le braconnage et le commerce illicite des animaux sauvages. Toutes les parties concernées ont été alertées à cette occasion, à l'instar de l'Association des chasseurs et les services des forêts et des Douanes algériennes pour mieux sensibiliser sur cette question d'extrême importance qui requiert effectivement une plus grande attention de la part des pouvoirs publics. Cependant, cette prise de conscience louable gagnerait à se généraliser au grand public pour enraceriner la culture verte et la sauvegarde de l'écosystème parmi la société, mais aussi celle de la dénonciation de toute attitude attentatoire à l'environnement en général.

M. A. C.

### Véhicules

## Les modalités de contrôle de conformité fixées au JO

Un décret exécutif, fixant l'organisation de contrôle de conformité des véhicules et les modalités de son exercice, a été publié dans le dernier *Journal officiel* n° 3.

Le décret exécutif 18-05 du 15 janvier 2018 charge ainsi l'administration des mines, par le biais de ses experts des mines, d'exercer les prérogatives d'autorité publique relatives aux activités de contrôle de conformité de véhicules.

Il est considéré comme expert des mines pour le contrôle de conformité de véhicules, tout fonctionnaire de l'administration des mines possédant le diplôme reconnu au titre de technicien supérieur au minimum ou équivalent en mines, mécanique, construction mécanique, électromécanique, métallurgie, maintenance industrielle et équipements industriels.

Cet expert doit avoir suivi un stage de formation pratique, dans le domaine de contrôle de conformité de véhicules, pendant, au moins, une année et sous la supervision d'un expert des mines au sein des services de l'administration des mines, selon le décret qui fixe les modalités de contrôle en application des dispositions de la loi 01-14 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière.

Tout véhicule présenté au contrôle de conformité ou à l'expertise de conformité doit être en état de marche, stipule le décret selon lequel les véhicules épaves ne peuvent faire l'objet d'un contrôle de conformité ou d'une expertise de conformité. Le contrôle de conformité et l'expertise de conformité de véhicules peuvent être effectués à l'oeil nu ou par tout autre

moyen adéquat n'étant pas susceptible de modifier ou déformer les caractéristiques du véhicule.

Le contrôle de conformité de véhicules est effectué sur les véhicules importés, les véhicules neufs fabriqués ou montés localement, les véhicules ayant subi des transformations notables, les véhicules ayant fait l'objet de saisie par les services compétents ainsi que les véhicules vendus aux enchères publiques ayant fait l'objet de demandes de renseignement auprès des services de sécurité.

Les véhicules militaires sont cependant exclus du champ d'application de ce contrôle.

Le contrôle de conformité de véhicules neufs peut être effectué à titre isolé ou par type et par lot.

Y. L.

Programmes de logement

## Temmar insiste sur l'accélération du rythme de réalisation

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a mis en avant, lundi à Alger, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement afin de satisfaire les besoins croissants des citoyens dans ce domaine.

S'exprimant au cours d'une séance de travail et de consultation coprésidée avec le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, en présence d'un nombre important de cadres du ministère et des directeurs exécutifs de la wilaya, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme de réalisation et de distribution des logements «afin de pouvoir satisfaire les besoins croissants des citoyens dans les différentes formules de logement».

S'agissant des projets d'habitation au niveau de la capitale, M. Temmar a affirmé que toutes les mesures visant à donner un nouveau souffle à la réalisation des logements et des structures publiques, allaient être prises en concertation avec le wali d'Alger et les différents cadres du ministère et de la wilaya.

Le ministre a proposé, à ce propos, la tenue d'une série de réunions entre les cadres du ministère et leur homologues de la wilaya à l'effet d'examiner le taux d'avancement des différentes formules de logement en cours de réalisation au niveau d'Alger.

Dans le même contexte, M. Temmar a instruit les directeurs exécutifs en charge de l'habitat à Alger de déterminer les raisons à l'origine du retard observé dans la réalisation des programmes de logement, d'oeuvrer à les traiter et à lever les obstacles qui s'y dressent.

Le ministre a souligné, par la même occasion, la nécessité de réaliser des projets de logements prenant en compte les aspects quantitatif et esthétique, la wilaya d'Alger étant, a-t-il dit, la vitrine du pays. Répondant aux préoccupations du wali d'Alger concernant la nécessité d'accélérer la réalisation des écoles dans les nouvelles cités où ont été

relogés les habitants des bidonvilles et des habitations précaires, M. Temmar a indiqué qu'avec la coopération de toutes les parties, plusieurs établissements scolaires seront réalisés avant la rentrée prochaine. S'agissant de la rareté du foncier à Alger, le ministre a appelé à exploiter toutes les assiettes foncières (bidonvilles) et à investir dans les espaces propices à la réalisation des programmes de logements publics qui ne nécessitent pas de grandes surfaces comme c'est le cas des programmes Aadl.

Dans ce cadre, M. Temmar a fait savoir que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde un grand intérêt au dossier de la rareté du foncier à Alger et des grandes villes et suit de près le taux d'avancement des projets de logements.

Pour ce qui est de la gestion des nouvelles villes réalisées à Alger à l'instar de la ville de Sidi Abdallah, le ministre a précisé que son département oeuvre avec les autorités locales et les autres départements ministériels à assurer tous les moyens, à savoir les structures éducatives, sanitaires et sécuritaires ainsi que le transport au profit de la population.

Internet haut débit

## Feraoun lance la technologie FTTH

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Imane Houda Feraoun, a procédé, hier à Bouira, au lancement officiel de la technologie FTTH (Fibre to the home), qui permet notamment une augmentation sensible du débit Internet.

Cette nouvelle technologie permet un débit Internet jusqu'à 100 Mb/s pour les résidentiels et 1 Gb/s pour les professionnels, a-t-on précisé.

Mme Feraoun, qui effectuait une visite de travail dans cette wilaya, a indiqué, lors d'un point de presse, que le choix de Bouira pour lancer cette nouvelle technologie «s'explique par le fait que le réseau existant est très vétuste, donc nécessitant son changement».

«Il s'explique aussi par les caractéristiques géographiques de Bouira qui est une wilaya montagneuse avec tout ce que cela implique», a-t-elle ajouté. Par ailleurs, la ministre a fait savoir que la technologie du FTTH «sera élargie prochainement à travers tout le territoire national».

H. M.

Sit-in hier des médecins résidents au CHU Mustapha Bacha

# La tension monte

**Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra) a claqué, hier, la porte d'une réunion avec les représentants du ministère et regrette l'absence du ministre à cette réunion. En parallèle, un nouveau sit-in a été tenu dans l'enceinte du CHU Mustapha Bacha. Les résidents menacent même de ne pas assurer le service minimum.**



Par Karima Nacer

Il faut dire que les rencontres avec le ministre de la Santé sont vouées à l'échec, puisque les médecins résidents n'ont aucune intention de suspendre leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction totale de leurs doléances.

Des médecins résidents venus de différentes facultés de médecine au niveau national ont rejoint le mouvement de protestation, a-t-on constaté.

Dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion au ministère de la Santé, la Camra a déploré l'absence du ministre à la table de négociations du fait de son déplacement en dehors du pays en cette période de crise et qu'aucune contre-proposition n'ait

été soumise. Le collectif regrette aussi de se retrouver à la table des négociations avec un comité de réflexion sans aucun pouvoir décisionnel. «Des réunions qui n'aboutissent à aucun résultat», déplorent les résidents. Le syndicat évoque, à cet effet, la publication de comptes rendus impropres à ce qui se passe et se dit durant les réunions précédentes. Le collectif évoque la lenteur des négociations, ce qui se répercute malheureusement, dit-il, sur le malade en premier. Le Camra critique d'avoir à discuter ses revendications durant des réunions dispersées plutôt que de les discuter en bloc pendant trois jours consécutifs.

Suite à l'affichage d'une instruction administrative dans les établissements hospitaliers, lundi

dernier, leur exigeant de reprendre immédiatement et sans condition le travail de façon normale, les médecins résidents menacent désormais de ne pas assurer le service minimum à travers tout le territoire national, selon un représentant de la coordination des médecins résidents du CHU Mustapha Bacha cité par un site on line. Pour rappel, suite à cette grève qui perdure dans ce secteur, le secrétaire général du ministère de la Santé a adressé une instruction aux directeurs de santé de wilayas et aux directeurs des établissements publics de santé. Dans le document, il rappelle aux responsables sa note précédente où il leur demande de prendre les dispositions réglementaires qui s'imposent et ce, conformément à la législation et

à la réglementation en vigueur, à savoir la ponction sur rémunérations des journées non travaillées. Cette décision de ponction sur salaires n'a fait que corser la crise.

Suite aux grèves prolongées, la santé des Algériens et sérieusement en péril. Ce débrayage a provoqué une grande perturbation dans un nombre d'établissements hospitaliers, allant jusqu'à la paralysie dans certaines spécialités, à l'instar de la chirurgie. Pour le moment, beaucoup de services au niveau des différents CHU fonctionnent au ralenti. Les rendez-vous sont systématiquement reportés ainsi que les interventions chirurgicales en dépit d'un service minimum assuré par les résidents.

K.N.

Tayeb Zitouni à propos des dossiers de la mémoire

# Les négociations sont à un stade avancé

Par S. A. Mohamed

Les dossiers de la mémoire qui ont souvent «envenimé» les relations algéro-françaises semblent prendre une nouvelle direction dans le sens d'un règlement «juste», les autorités françaises ayant décidé de «lâcher du lest».

En tout cas, selon le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, les négociations entre les parties algérienne et française à propos des dossiers de la mémoire nationale algérienne sont à un stade avancé. Lors d'un point de presse dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tiaret, le ministre a souligné lundi que ces négociations ont atteint un état d'avancement appréciable, annonçant des rencontres entre les délégations algérienne et française après l'achèvement de la préparation des dossiers. Les déclarations des autorités françaises sont très rassurantes et il est attendu le traitement de ces dossiers par des spécialistes des deux pays, a-t-il déclaré. Tayeb Zitouni a également signalé le lancement, dernièrement lors d'une réunion au niveau du ministère des Affaires étrangères avec le ministère des

Moudjahidine, des procédures d'élaboration du contenu des dossiers concernant les disparus, les essais nucléaires au Sahara algérien, la récupération des crânes de chouhada et des archives nationales. Il a indiqué que l'Algérie présentera deux dossiers concernant les essais nucléaires au Sahara algérien durant la période coloniale. Le premier dossier concerne l'indemnisation des victimes après que la proposition française d'appliquer la loi Morin n'a pas permis d'indemniser les victimes. Le deuxième concerne les indemnités des dégâts environnementaux provoqués par les radiations nucléaires dans tout le Sahara et son extension au nord du Sahara. En outre, le ministre a fait savoir que la partie française prépare une loi qui permettra aux autorités algériennes de récupérer les crânes de chouhada, soulignant que les dossiers soulevés sont complexes et sensibles, nécessitant une persévérance dans les positions de l'Etat algérien et ses revendications légitimes afin de parvenir à des résultats à la hauteur des aspirations du peuple algérien concernant l'aspect historique. Le ministre des Moudjahidine avait affirmé, récemment, que l'Algérie œuvre sans relâche à la récupération

des crânes de chouhada de la résistance pour les inhumer dans le pays. Il y a une dizaine de jours, le ministre a assuré que «l'Algérie poursuit ses efforts à travers ses canaux diplomatiques pour la récupération des crânes de ses martyrs conservés au Musée de l'homme en France». Zitouni a souligné que le travail des commissions conjointes se poursuivait toujours sur les dossiers de la mémoire, notamment les archives et les victimes des essais nucléaires. Par ailleurs, M. Zitouni a indiqué à Tiaret que son département a chargé les instances concernées au niveau de chaque wilaya pour réaliser un film documentaire historique sur la guerre de Libération dans la wilaya, en plus des missions confiées au Centre national de recherche sur le mouvement national et la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 pour la réalisation de documentaires et de longs métrages et enregistrer des témoignages vivants en collaboration avec le ministère des Moudjahidine, le Musée national du moudjahid et les services concernés de la wilaya et centraux en consacrant des festivals et des manifestations à ces œuvres sur l'histoire de la glorieuse Révolution.

S.A.M.

Ouargla

## Sit-in des censeurs pour faire aboutir des revendications

Les censeurs des lycées de la wilaya de Ouargla ont observé hier un mouvement de protestation devant le siège de la direction de l'éducation de Ouargla pour faire aboutir des revendications socioprofessionnelles, a-t-on constaté.

Les protestataires réclament l'intégration des censeurs au corps administratif au lieu du corps pédagogique, la prime d'encadrement administratif à l'instar des proviseurs, la cotation du poste de censeur du lycée à la catégorie 16 avec effet rétroactif depuis juin 2012, en sus d'autres revendications liées à la promotion administrative et l'attribution de logements de fonction.

Le coordinateur des censeurs des lycées a indiqué à l'APS, que ce sit-in intervient en réponse au mot d'ordre lancé par la coordination nationale des censeurs de lycées, affiliée au Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte), appelant à l'organisation de sit-in à travers différentes régions du pays.

S'agissant de ce mouvement, Ali Khelfaoui, cadre à la direction de l'Éducation de Ouargla, a estimé que cette action de protestation est menée à l'échelle nationale et que la direction «rejette ce mouvement», car, a-t-il dit, «entravant le fonctionnement des services des établissements éducatifs».

R. M.

1<sup>ère</sup> Région militaire

## Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue aujourd'hui une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique en 1<sup>ère</sup> Région militaire à Blida, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, le 31 janvier 2018, une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique / Beni Merad/Blida/1<sup>ère</sup> Région militaire», note la même source.

Cette visite sera «une opportunité durant laquelle le général de corps d'Armée aura à inspecter les différentes chaînes de rénovation et de modernisation et à constater les divers matériels développés au niveau de cette importante Base».

R. M.

Le Monde arabe analysé par Catham House

# 2018, année des troubles sociaux

Un rapport publié hier demande aux gouvernements arabes de lutter avec force contre la corruption s'ils veulent faire accepter les réformes économiques et éviter les troubles sociaux qui s'aggravent.



Par Amine Bensafi

L'année 2018 s'annonce comme une période de troubles civils pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient selon le think thank britannique, Catham House, basé à Londres. «Un certain nombre d'Etats de la région Mena sont confrontés à la perspective de nouveaux bouleversements à mesure que les conditions économiques s'aggraveront», est-il annoncé, constatant sans ambages que «les manifestations civiles devraient devenir le thème de cette année» dans un certain nombre du Monde arabe. En effet, l'année a commencé avec les manifestations iraniennes en plein essor. Puis, pendant les deux premières semaines de janvier, des milliers de personnes ont pris part à des manifestations sporadiques dans un certain nombre de villes tunisiennes contre l'indifférence apparente du gouvernement vis-à-vis de l'impact de l'austérité. Ses citoyens ont porté le poids des réformes économiques soutenues par le FMI «alors que le pays se bat pour retrouver l'équilibre économique

sept ans après le «Printemps arabe». Les manifestations se poursuivent cette semaine dans la ville de Metlaoui, dans le sud de la Tunisie, au sujet des emplois - ou plutôt du manque de travail - dans les mines de phosphate de la région, principale source de travail et de revenus. Cependant, «la Tunisie n'est pas la seule à affronter les défis de la pauvreté et du sous-emploi chronique et du chômage, en particulier chez les jeunes. Partout en Afrique du Nord, les gens ne peuvent plus se permettre les besoins nécessaires à la vie quotidienne», est-il souligné. Le rapport de Catham House ajoute que «les gouvernements sont confrontés à une augmentation des déficits publics et de la dette, mais n'offrent pas grand-chose pour atténuer les pressions inflationnistes sur les produits alimentaires et les services de base que les nouveaux impôts et les réductions imposent de manière disproportionnée aux pauvres».

Depuis la fin 2016, des manifestations «de plus en plus contenues» couvent dans la région nord du Rif au Maroc, après que la mort d'un poissonnier illégal ait déclenché une série de demandes d'investissement

local et d'emplois promis depuis longtemps, mais toujours pas livrés. Plus tôt ce mois-ci, le dirham marocain a été partiellement flotté pour la première fois, avec des craintes de dévaluation anticipant des hausses de prix à l'importation. Et, côté Algérie, rappelle le rapport, le pays vient d'imposer des restrictions à l'importation de plus de 850 produits dont les prix ont fortement augmenté; les substituts locaux sont rares et donc également sensibles «aux fortes hausses de prix sur le marché noir».

En Egypte, les projections de croissance économique prometteuses qui viennent d'être publiées par le gouvernement - jusqu'à 5,5% d'ici à 2019-2020 - pourraient provoquer «un retour de bâton» par rapport aux attentes de la population. Une croissance plus forte signifie également des attentes plus élevées pour les emplois, que l'économie égyptienne est encore loin de fournir.

Allant plus loin dans l'histoire des troubles sociaux de la région, le document note que «l'Afrique du Nord a une histoire d'émeutes du pain remontant aux

années 1970. Une pénurie de cigarettes et de produits de base en Algérie à la fin des années 1980 a provoqué des manifestations à l'échelle nationale qui ont indirectement conduit à une décennie de violences dans les années 1990».

Des pénuries similaires et des prix en spirale ne constituent aujourd'hui qu'une partie d'une combinaison explosive qui pourrait inciter les populations arabes à descendre dans la rue en 2018. «D'autres éléments critiques sont la corruption des élites et l'arrivée de la génération qui était encore à l'école la dernière fois».

Autre aspect souligné, «la classe politique de la région n'a pas de solution facile pour calmer l'humeur populaire». Bon nombre des réformes économiques actuellement introduites du Maroc à l'Arabie Saoudite reflètent un besoin de longue date de restructurer les économies sur une base complètement différente des années qui ont précédé l'explosion de la population des jeunes de la région. Avec plus de 50% de la population actuellement âgée de moins de 25 ans, ce n'est pas tant le féminisme qui a inspiré le prince héritier Mohammed Bin Salman d'Arabie Saoudite à lever les restrictions sur la mixité dans la vie publique. Et le succès de sa stratégie «Vision 2030» dépend de l'augmentation du nombre de femmes qui entrent sur le marché du travail pour augmenter la productivité. Du reste, la gestion des transitions économiques exige également de convaincre les populations que les promesses de meilleurs résultats à l'avenir sont crédibles, et c'est là que «les dirigeants régionaux sont sérieusement en retard». Les élites dirigeantes ne sont pas près de partager le poids de l'austérité, mais elles n'ont pas non plus affronté les formes de corruption les plus dysfonctionnelles en leur sein. En Tunisie, l'intérêt personnel de la coalition gouvernementale explique à plusieurs pourquoi un si petit nombre de cas de corruption de haut niveau ont fait l'objet d'une enquête.

Catham House n'en veut pas qu'à la corruption à l'intérieur des systèmes arabes. Le think thank britannique s'en prend aussi au Fonds monétaire international. Selon lui, le FMI n'a pas fait le nécessaire pour aider à restructurer les économies tunisiennes, en particulier, et nord-africaines, en général. Aussi, «les projets financés par des fonds étrangers sont souvent en retard dans la mise en œuvre en l'absence de capacités locales pour absorber et déployer des fonds de façon responsable». A leur tour, les investisseurs privés étrangers sont «découragés par le manque de partenaires locaux» prêts à risquer leur propre capital dans les investissements domestiques. **A. B.**

Un hommage lui a été rendu

## La modestie, l'intégrité et le patriotisme de Zahir Ihaddadène soulignés

La modestie, l'intégrité et le patriotisme du moudjahid, universitaire et ancien journaliste, Zahir Ihaddadène, décédé il y a quelques jours, ont été soulignés, hier à Alger, par des témoins l'ayant connu.

Intervenant lors d'un hommage consacré par le forum d'*El Moudjahid* à Zahir Ihaddadène, décédé le 20 janvier courant à Alger, le Dr Saïd Chibane, a rappelé d'emblée «la grande contribution du défunt quant à la création de ce quotidien gouvernemental, avant de citer les nombreuses qualités professionnelles et humaines qui l'ont distingué».

Il a évoqué, à ce titre, les six années durant lesquelles il a exercé avec honneur et plaisir à ses côtés

au Conseil national de déontologie universitaire et durant lesquelles il a pu apprécier «la sagesse, la pondération et la passion ayant caractérisé la personnalité du défunt».

«Il avait le souci de l'intérêt général et comparait l'université à une tête humaine dont il faut prendre soin pour que tout le corps soit sain», a-t-il poursuivi, avant de convier les jeunes à se pencher sur les orientations et le legs historiques que le défunt a consignés dans ses ouvrages, lesquels ont pris en charge toutes les aspirations des citoyens.

Lié avec M. Ihaddadène par une amitié renforcée par l'appartenance au même patelin de naissance, l'ancien cadre de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn),

Aïssa Kasmi est allé dans ce sens, considérant que le défunt fait partie des Algériens oeuvrant en silence et qui ont sillonné le chemin pour les générations futures.

«Il était de ceux qui rasaient les murs, mais grâce à qui l'Algérie est encore debout. Il était également de ceux par qui les fonctions sont agrandies et non pas parmi ceux qu'agrandissent les fonctions», a-t-il poursuivi, ajoutant que l'enseignant universitaire que fût Ihaddadène était «si modeste qu'il voyait en ses élèves une matière grise avec laquelle il fallait composer».

M. Kasmi a conclu son intervention en attestant que son ancien ami a, de tout temps, refusé d'endosser de grandes responsabilités

qu'il considérait trop pesantes, en dépit des nombreuses sollicitations dans ce sens.

L'un de ses élèves, l'universitaire et anciennement journaliste, Sadek Bekhouche n'a pas tari, à son tour, d'éloges en évoquant celui qui a incarné «le déni de soi, la simplicité alliée à la profondeur ainsi que le sens de la pédagogie».

«Il avait d'énormes capacités de communication, aussi bien avec le large public, qu'avec celui des étudiants. Il était différent des docteurs qui se comportaient en dictateurs et savaient nous attirer plutôt que de nous dominer», a-t-il, entre autres.

S'agissant du journaliste brillant que fût également M. Ihaddadène, son disciple se souvient que ce

dernier «n'a jamais versé dans la diffamation d'une quelconque personne ou partie, tout en ne s'empêchant pas de n'écire que ses convictions».

M. Bekhouche a tenu, enfin, à mettre en avant une facette moins connue de la personnalité du défunt intellectuel et militant de la cause nationale, celle de «son attachement à un Islam d'amour, de respect, de tolérance et de dialogue». A l'occasion de l'hommage rendu dans le cadre de ce forum, le dernier ouvrage du défunt Ihaddadène - qu'il a eu la possibilité de consulter deux jours avant son décès - intitulé *Itinéraire d'un militant*, a été présenté, pour la première fois à l'assistance. **G. L.**

Energie

# Sonatrach et Sonelgaz présentent leur potentiel d'investissement à Houston

Les groupes énergétiques algériens, Sonatrach et Sonelgaz, qui s'apprentent à lancer d'importants projets de développement, ont présenté lundi leur potentiel d'investissement à Houston (Texas) à l'occasion de la deuxième édition du Forum algéro-américain sur l'énergie.



Le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, qui participe à cette rencontre à la tête d'une importante délégation, a indiqué que son groupe avait arrêté un plan d'investissement de 56 milliards de dollars sur cinq ans et dont les détails seront rendus publics dans les trois prochaines semaines.

«C'est une annonce importante pour les partenaires qui souhaitent investir en Algérie», a-t-il indiqué devant un parterre de représentants de compagnies américaines qui prennent part à ce forum.

Outre ce plan d'investissement, le dirigeant de Sonatrach a axé son intervention sur deux autres points importants, à savoir la stratégie de gestion de Sonatrach à l'horizon 2030 et le potentiel des ressources non conventionnelles en Algérie.

Ces trois axes réunis devraient donner un nouvel essor au premier groupe énergétique africain qu'il dirige depuis mars 2017.

Ould Kaddour a expliqué que

la nouvelle stratégie de Sonatrach consiste à diversifier les sources d'énergie du groupe en allant vers des activités nouvelles dans l'offshore et le gaz de schiste. La vice-secrétaire d'Etat adjoint, Sandra Oudkirk, qui est intervenue juste après M. Ould Kaddour, a indiqué que les Etats-Unis s'intéressaient au développement des énergies non conventionnelles en Algérie, relevant au passage leur impact positif sur la sécurité énergétique des pays.

Sandra Oudkirk a cité le cas de son pays, les Etats-Unis, devenus en l'espace de 15 années un exportateur net de gaz grâce à l'exploitation de ces ressources non conventionnelles. Le développement de ces projets ont «permis de changer le paysage énergétique des Etats-Unis», a-t-elle dit.

La diplomate américaine a précisé que le département d'Etat était prêt à accompagner les pays qui veulent se lancer dans cette industrie maîtrisée par les compagnies pétrolières américaines qui détiennent des tech-

niques novatrices en matière de forage et de production.

Soulignant, par ailleurs, le potentiel solaire de l'Algérie, Sandra Oudkirk a indiqué attendre avec intérêt les discussions prévues lors de ce forum sur le programme des énergies renouvelables que Sonelgaz a commencé à mettre en oeuvre.

De son côté, l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra, qui a fait une présentation sur l'économie algérienne, a tenu à relever que la baisse du volume des échanges commerciaux entre les deux pays après le boom du gaz de schiste qui a réduit les débouchés pour le gaz algérien aux Etats Unis «ne doit pas être perçue comme une régression ou un bond en arrière». En fait, une tendance nouvelle s'observe depuis 2015 qui augure de perspectives prometteuses dans les relations d'investissement et de partenariat entre les deux pays, a-t-il noté.

«Les perspectives demeurent positives» pour l'Algérie malgré la chute des cours de pétrole qui a privé le pays de la moitié de ses

revenus à l'exportation, a-t-il expliqué aux entreprises américaines, citant en cela les dernières prévisions publiées par la Banque mondiale qui tablent sur un fort rebond de la croissance en 2018.

Ce rebond sera soutenu par les nouvelles mesures budgétaires prises par le gouvernement pour financer l'investissement, a-t-il ajouté. L'Algérie est en train de mettre en place un nouveau modèle de croissance qui va l'aider à atteindre l'émergence d'ici à 2030.

«L'Algérie affiche une stabilité remarquable alors que la région traverse une période troublée. Après des années de tourmente et de problèmes politiques et sécuritaires, l'Algérie sous la direction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a pleinement retrouvé sa juste place dans le concert des nations», a déclaré l'ambassadeur.

Intervenant à son tour, le président du Conseil d'affaires algéro-américain (Usabc), Ismaïl Chikhouna, a soutenu que la deuxième édition de ce forum «marquait un tournant dans les relations bilatérales et ouvre de nouvelles voix au transfert du savoir-faire, de la technologie, et de l'innovation dans le secteur de l'énergie».

L'Usabc oeuvre à promouvoir les échanges entre les deux pays en facilitant aux compagnies américaines les opportunités d'affaires ainsi que l'accès directe au marché algérien.

En parallèle, il offre aux entreprises algériennes un accès aux différents segments de l'activité commerciale américaine, a précisé M. Chikhouna.

T. M.

Investissement

## Des entreprises françaises en «plein développement» en Algérie

■ L'investissement des entreprises françaises en Algérie est en «plein développement», a déclaré lundi soir à Oran, l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt.

«Les entreprises françaises investissent en Algérie, alors que celles déjà présentes se développent», a affirmé l'ambassadeur lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite à l'usine de la société Renault Algérie Production (RAP) à Oued Tlélat.

«Tous les mois, il y a des entreprises qui viennent en Algérie avec des projets qu'elles souhaitent concrétiser avec des partenaires algériens», a indiqué M. Driencourt en saluant «l'avancée des discussions entre les opérateurs économiques des deux pays».

Evoquant l'exemple de l'usine RAP de Oued Tlélat, l'ambassadeur s'est dit heureux de voir aujourd'hui des voitures made in Algeria sortir de cette structure industrielle où les perspectives tablent sur la montée en puissance. «Cette usine et bientôt celle de Peugeot-Citroën Production Algérie vont avoir un effet d'entraînement sur l'économie oranaise et aussi sur un certain nombre d'entreprises françaises», a fait valoir M. Driencourt.

Dans le même contexte relatif à l'intérêt des opérateurs économiques français pour l'investissement en Algérie, il a mis l'accent sur l'importance de la rencontre prévue les 6 et 7 février prochains à Alger entre le patronat français (Medef) et le Forum algérien des chefs d'entreprise (FCE).

L'ambassadeur a également rappelé que 19 accords ont été signés à Paris le mois dernier dans le cadre du Comité intergouvernemental de haut niveau (Cihh), à la fois dans le domaine industriel et d'autres secteurs comme celui de la formation.

«Il y a d'autres projets non annoncés en raison de négociations et discussions en cours entre les partenaires», a ajouté l'ambassadeur.

Sur un autre registre, ayant traité à la Mémoire, il a déclaré que les restes humains des résistants algériens conservés au Musée de l'homme à Paris seront restitués à l'Algérie conformément à la décision annoncée par le président de la République française, Emmanuel Macron, lors de sa visite de travail et d'amitié en Algérie, en décembre dernier.

A ce sujet, l'ambassadeur a fait savoir que le processus de restitution avance, expliquant que «le processus a déjà passé l'étape d'identification des crânes la semaine dernière et évolue actuellement au stade législatif, car le Parlement français aura à voter une loi de déclassification».

S'agissant des visas d'entrée en France, M. Driencourt a indiqué que le nombre de délivrances a plus que doublé en l'espace de cinq ans, passant de 200 000 à 413 000 visas.

Il a signalé, à ce titre, que le mode de délivrance de ce document est en phase de transition suite au changement de prestataire à Alger et du fait du nouveau marché conclu avec celui d'Oran sur les modalités de gestion. L'ambassadeur a également tenu à préciser que les prestataires sont des opérateurs pour «la gestion des rendez-vous», tandis que l'examen des dossiers relève de «la charge des consulats».

R. N.

Banque d'Algérie

# Un nouveau règlement de la politique monétaire publié au JO

Un nouveau règlement de la Banque d'Algérie, portant sur les opérations, instruments et procédures de politique monétaire, a été publié au dernier *Journal officiel* n° 3.

Le règlement 17-03 du 6 décembre 2017, qui vient modifier et compléter le règlement 09-02 du 26 mai 2009, stipule que les effets publics, émis ou garantis par l'Etat, négociables sur un marché, éligibles aux opérations de politique monétaire sont les bons du Trésor à court terme, les bons du Trésor assimilables, les obligations assimilables du Trésor, les effets publics garantis par l'Etat et les titres dématérialisés représentatifs des emprunts nationaux, émis ou garantis par l'Etat.

Il s'agit également des titres du Trésor représentatifs de rachat de créances des banques sur la clientèle.

Le montant total des opérations en cours sur les effets publics est fixé conformément aux objectifs de la politique monétaire, selon le règlement. Les effets privés négociables sont, selon le règlement, «des titres à court

terme négociables sur le marché monétaire et les obligations ayant un montant principal fixe inconditionnel et un coupon à taux fixe». Ils doivent présenter «un degré élevé de qualité de signature (qualité de l'entreprise, garanties apportées payables à la première demande...) et être libellés en dinars».

Par ailleurs, les effets privés non négociables, admissibles en cession temporaire aux opérations de politique monétaire, ayant une échéance supérieure à celle de cession temporaire, sont les effets représentatifs d'opérations commerciales sur l'Algérie ou sur l'étranger revêtus de la signature d'au moins, trois personnes physiques ou morales solvables dont celle du cédant.

Une des signatures peut être remplacée par des garanties sous forme de warrants, récipissés de marchandises ou connaissances originaires à ordre de marchandises exportées d'Algérie, selon le règlement.

Ces garanties doivent être accompagnées des documents d'usages, des effets de financement créés en représentation de crédits de trésorerie ou de crédits de campagne

portant la signature d'au moins, deux personnes physiques ou morales solvables et des effets de financement de crédits à moyen et long termes (y compris les prêts syndiqués), accordés à des entreprises non financières cotées favorablement par la Banque d'Algérie, portant la signature d'au moins, deux personnes physiques ou morales solvables dont une peut être remplacée par la garantie de l'Etat.

Les crédits à moyen terme concernent le financement d'investissement de développement des moyens de production (création, extension ou renouvellement d'équipements), l'exportation de biens (préfinancement de commandes d'exportation), la construction de logements dans le cadre de la promotion immobilière et les opérations de crédit-bail sur les biens de production assorties d'options d'achat.

Les crédits à long terme concernent le financement des investissements de construction et d'équipement d'unités de production de biens et de services.

R. K.

Négociations pour le règlement du conflit du Sahara occidental

# A l'heure de la rigueur, le Maroc face à ses responsabilités

**Le plan de relance des négociations directes entre le Front Polisario et le Maroc pour le règlement du conflit du Sahara occidental a connu plus de rigueur et d'unanimité au niveau africain, après que l'Union africaine (UA) a renouvelé son soutien au processus, alors qu'une nouvelle étape s'était déjà ouverte au niveau onusien à Berlin, où l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, M. Horst Kohler, avait rencontré une délégation sahraouie conduite par le président Ibrahim Ghali.**



La rencontre entre M. Kohler et les Sahraouis est intervenue trois jours après l'annonce de l'envoi, par l'émissaire onusien, d'invitations au président Ghali et au ministre des Affaires étrangères marocain ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères algérien et mauritanien dont les pays sont observateurs, en vue de parvenir à une solution durable au conflit du Sahara occidental.

Dans ce sillage, réunis à Addis Abeba dans le cadre de la 30<sup>e</sup> session de la Conférence de l'UA, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont exprimé, dans leur décision adoptée par consensus, leur soutien à la relance du processus des négociations entre le Maroc et la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) en vue de parvenir à une solution «durable» au conflit du Sahara occidental, qui soit «conforme à la lettre et à l'esprit des décisions pertinentes» de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) devenue Union africaine (UA) et des Nations unies (ONU).

La Conférence a, par ailleurs, réitéré son appel aux deux Etats membres (Rasd/Maroc), à s'engager, «sans conditions préalables», dans des pourparlers «directs

et sérieux», facilités par l'UA et l'ONU pour la tenue d'un référendum «libre et juste» pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

Réaffirmant sa disponibilité à réactiver le Comité des chefs d'Etat et de gouvernement sur le Sahara occidental, institué par l'OUA en 1978, la Conférence a lancé un appel en direction des deux parties pour coopérer pleinement avec le Haut représentant de l'UA pour le Sahara occidental, l'ancien président mozambicain, Joaquim A. Chissano, et l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, M. Horst Kohler.

Sur un autre volet, celui lié aux droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés, il a été question d'inviter le Maroc, en tant qu'Etat membre de l'UA, à permettre le retour de la mission d'observation de l'UA de retourner à Laâyoune, au Sahara occidental, et de permettre également un «suivi indépendant» de la situation des droits de l'homme dans le territoire.

A ce titre, le Conseil exécutif de l'UA (ministres des Affaires étrangères), réuni à la même occasion dans la capitale éthiopienne, a appelé le Maroc à faciliter le travail de la Mission d'établissement des faits

sur le territoire du Sahara occidental, en application de la décision 689, adoptée en 2012 par la 20<sup>e</sup> session du Conseil exécutif.

L'UA a, également, invité le Maroc à «signer et ratifier la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, outre les instruments pertinents de défense des droits de l'homme».

## De nouvelles perspectives après la rencontre de Berlin

Comme il l'avait promis lors de sa première visite dans la région en octobre 2017, l'envoyé personnel du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, a lancé récemment «de nouvelles perspectives en lien avec la question sahraouie».

Une délégation sahraouie conduite par le président de la Rasd et secrétaire général du front Polisario, Ibrahim Ghali, a été reçue jeudi dernier à Berlin (Allemagne) par M. Kohler, en vue des prochaines discussions bilatérales, sur le conflit du Sahara occidental, avec les deux parties au conflit et les pays voisins.

La rencontre entre M. Kohler et les Sahraouis est intervenue trois jours après

l'annonce de l'envoi, par l'émissaire onusien, d'invitations au président Ghali et au ministre des Affaires étrangères marocain ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères algérien et mauritanien dont les pays sont observateurs.

Les entretiens, qui ont eu lieu dans le bureau de M. Kohler en prévision de la tenue, dans la capitale allemande, des discussions bilatérales entre les parties au conflit, comme annoncé par l'ONU, étaient les premières après la réunion de Manhasset, d'il y a près de 6 ans.

Ainsi, dans les heures qui ont suivi les entretiens, M'hamed Kheddad, membre du secrétariat national du Front Polisario et coordonnateur sahraoui avec la Minurso, a souligné le caractère «franc» et «positif» ayant marqué les rencontres qui ont porté sur les moyens d'aboutir à une solution «pacifique, juste et durable» garantissant au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination.

M. Kheddad a précisé que la rencontre de l'envoyé onusien avec la partie sahraouie -qui s'est étalée sur deux jours et a pris fin vendredi - «était franche et positive et a porté sur les voies de mise en application des décisions du conseil de sécurité visant à trouver une solution pacifique, juste et durable qui permettrait au peuple sahraoui d'exercer son droit imprescriptible à l'autodétermination sur la base des constantes de la charte des Nations unies», rapportent des sources médiatiques sahraouies.

«Le Front a réaffirmé son soutien aux efforts de l'envoyé personnel et secrétaire général des Nations unies à l'effet de parachever le processus de décolonisation du Sahara occidental», a-t-il ajouté.

Ces consultations s'inscrivent dans le cadre de l'application des résolutions du Conseil de sécurité et des efforts des Nations unies en vue de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

T. L.

Ghaza

## Un hôpital paralysé par le blocus israélien

L'hôpital palestinien de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Ghaza, a cessé de fonctionner faute de fuel et doit transférer ses patients vers d'autres établissements, ont indiqué lundi les autorités sanitaires locales.

Il s'agit de la dernière illustration en date de la grave pénurie d'électricité dont souffre depuis des années l'enclave palestinienne sous blocus israélien.

L'hôpital de Beit Hanoun dessert environ 60 000 personnes et traite des dizaines de patients souffrant de pathologies graves, a précisé une source sanitaire.

De nombreux foyers et services s'en remettent à des générateurs, comme l'hôpital de Beit Hanoun qui a besoin de 500 litres de fuel quotidiens pour fonctionner.

Le mauvais temps des dernières semaines a provoqué une hausse de la consommation d'électricité et de carburant. La bande de Ghaza est confrontée à un blocus israélien depuis 2006, est, selon des médias elle est «au bord de l'effondrement économique».

R. I.

Palestine/gel de l'aide américaine

# Le chef de l'UNRWA dénonce une décision «politique»

Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) a soutenu mardi que le gel de l'aide américaine à l'organisation onusienne revêtait un caractère «politique» et a lancé un appel d'urgence de 800 millions de dollars (646 millions d'euros).

«Il est très clair que la décision des Etats-Unis n'est pas liée à notre performance», a déclaré à Genève, Pierre Krahenbuhl, lors de la présentation de l'appel de fonds devant les médias.

«Il n'y a aucun doute que si aucune solution n'est trouvée au déficit, il y aura une instabilité accrue» dans la région, a-t-il mis en garde.

Dans un contexte de vives tensions américano-palestiniennes, l'administration Trump a annoncé en janvier suspendre le versement de plusieurs paiements abaissant la contribution américaine à 60 millions de dollars contre 360 prévus initialement,

selon M. Krahenbuhl.

«J'ai eu des entretiens (aux Etats-Unis) en novembre de l'année passée, y compris avec Jared Kushner», le gendre et proche conseiller de Donald Trump, et «les dynamiques étaient positives», «il y avait une détermination de soutenir» l'organisation onusienne, a expliqué le chef de l'Unrwa.

«La seule chose qui est intervenue depuis, c'est tout le débat autour» d'El-Qods, a-t-il fait valoir, en référence au vote en décembre de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant la décision de Donald Trump de reconnaître El-Qods comme capitale d'Israël.

«En ce sens», la décision américaine a «un caractère politique», a-t-il assuré.

Financée par des contributions volontaires des Etats membres de l'ONU, l'Unrwa est un acteur primordial dans la bande de Ghaza, où plus des deux tiers de la population dépendent de l'assistance

étrangère.

M. Krahenbuhl a expliqué que plusieurs pays, comme la Belgique, le Koweït, les Pays-Bas et l'Irlande, avaient, d'ores et déjà, indiqué qu'ils allaient payer plus tôt que prévu leurs promesses de dons afin d'aider l'Unrwa.

D'autres pays seraient prêts à s'engager davantage, a-t-il dit, mais il a estimé qu'il fallait créer une «véritable alliance pour combler» le «trou» créé par le gel de l'aide des Etats-Unis, jusqu'à présent principal contributeur de ce fonds.

«D'un point de vue financier, c'est la pire crise» de notre histoire, a-t-il conclu.

Sur les 800 millions de dollars demandés par l'agence de l'ONU pour 2018, près de la moitié permettraient d'aider les Palestiniens dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie. L'autre moitié est destinée à aider les réfugiés palestiniens en Syrie.

Reda A.

Pour une meilleure alimentation

# Campagne contre l'excès de sucre et de sel

Une journée d'information et de sensibilisation sur la réduction de la consommation de sucre et de sel dans l'alimentation a été organisée, lundi, au Centre de loisirs scientifiques de Médéa par la direction locale du commerce.



Initiée conjointement avec la chambre de commerce et d'industrie du Titteri, cette journée intervient trois mois après la campagne de sensibilisation et de prévention, menée par cette même structure, en vue d'inculquer aux citoyens de nouvelles habitudes de consommation, saines et sans risques sur le plan sanitaire.

Des gestionnaires de cantines scolaires, de restaurants universitaires, des propriétaires de fast-foods et des pâtisseries, activant au niveau du chef-lieu de wilaya, ont pris part à cette journée d'information qui a pour but, selon le directeur du commerce, d'inciter ces derniers à réduire l'utilisation du sucre et du sel, lors de la préparation des menus, repas ou gâteaux servis au niveau de leurs établissements respectifs.

Si beaucoup parmi ces gestionnaires et gérants de fast-foods et pâtisseries

semblaient acquis à cette approche, d'autant plus qu'elle réduit leurs dépenses d'achat, l'obstacle majeur demeurent, selon eux, dans l'aptitude des consommateurs à renoncer à des habitudes qui font partie de leur mode de consommation et d'opter pour un nouveau comportement.

Il est difficile, d'après certains d'entre-deux, de proposer des produits ou des plats, dont la teneur en sel ou en sucre est faible, par rapport à ce que le citoyen a pris l'habitude de consommer, en particulier quand il s'agit de pâtisserie ou de gâteaux traditionnels, composés essentiellement de sucre, ont-ils fait observer.

La solution réside, selon certains pâtisseries, dans le remplacement du sucre par d'autres produits riches en sucre naturel, présent notamment dans les fruits, ou dans l'amélioration de la

qualité du produit proposé au consommateur. Dans le segment de la restauration, la marge de manoeuvre est plus importante, confie un gestionnaire de cantine scolaire, où le cuisinier peut facilement contrôler la quantité de sel ajoutée et la réduire en fonction des préparations et des produits utilisés, tout en rappelant la difficulté de contrôler le comportement du consommateur lui-même et son addiction pour les mets ou plats salés.

Ce comportement du consommateur que les organisateurs cible, à travers ce travail d'information et de sensibilisation, avec comme objectif faire prendre conscience à ce consommateur des dangers que représente l'excès de sucre ou de sel dans son alimentation, a indiqué le directeur local du commerce, précisant qu'un effort sera mené en direction des consommateurs, au moyen de campagnes

d'information et de rencontres de proximité. D'ailleurs, une partie des communications animées par des cadres du secteur et de la santé, ont focalisé sur les effets induits par l'excès de consommation de sucre et de sel, sous forme de boissons, aliments ou produits dérivés. **Reda A.**

## CNAS Khenchela Prise en charge de 90 personnes atteintes de maladies cardiaques

Quatre-vingt-dix personnes atteintes de maladies cardiaques ont été prises en charge par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) au cours de l'année 2017 à Khenchela, a-t-on appris du directeur de cette agence, Boubakeur Dhaïf. Certains de ces patients ont subi des interventions chirurgicales, alors que d'autres ont bénéficié d'un suivi médical dans une clinique privée de la ville de Khenchela dans le cadre d'une convention signée en janvier 2017 entre cette infrastructure de santé et la Cnas, a précisé le même responsable. Les frais d'hébergement, de la prise en charge ainsi que des médicaments de ces personnes cardiaques, estimés à près de 10 millions de dinars, ont été couverts par la Cnas, a ajouté la même source.

Par ailleurs, M. Dhaïf a fait part que l'antenne locale de la Cnas prend en charge également les malades atteints d'insuffisance rénale, assurant qu'au cours de l'année 2017, la valeur globale des frais du transport sanitaire vers les centres d'hémodialyse a dépassé les 74 millions de dinars.

Il est à signaler que la campagne nationale de sensibilisation sur les congés de maladies de complaisance lancée par la Cnas en 2017 a contribué à la baisse de 10% de ce phénomène dans la wilaya de Khenchela, a-t-on noté.

**R. N.**

Dans le cadre d'un programme algéro-européen

## Plus de 1 300 cadres de la Protection civile formés

Plus de 1 300 cadres et officiers supérieurs relevant des services de la Protection civile ont bénéficié d'une formation dans le cadre du projet de jumelage institutionnel entre l'Algérie et un consortium France-Espagne (2017-2019) au titre du Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord d'association (P3A), entre l'Algérie et l'Union européenne, a indiqué, lundi à Alger, le directeur général de la Protection civile, Mustapha El Habiri.

«Au total, 1 303 cadres et officiers supérieurs de la Protection civile ont été formés depuis le lancement en janvier 2017 du projet de jumelage institutionnel entre l'Algérie et un consortium France-Espagne au titre du Programme d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord d'association», a précisé M. El Habiri à l'ouverture d'un séminaire de mi-parcours de ce projet, intitulé «Appui au renforcement des capacités des services de la Protection civile algérienne».

Ce jumelage entre la direction générale de la Protection civile algérienne, la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises française et la direction générale de la Protection civile et des urgences espagnoles a mobilisé à mi-parcours, 42 experts européens et 84 autres Algériens pour «mener à bien 29 actions sur

les 74 prévues», a-t-il ajouté, affirmant que «toutes les actions programmées durant l'année 2017 dans le cadre du P3A ont été finalisées».

Selon El Habiri, ce programme a permis d'aboutir à des «résultats satisfaisants» en matière d'amélioration de la prévention des risques et de gestion des crises, de renforcement des capacités opérationnelles des équipes de la protection civile, d'amélioration de la compétence et de la cohésion des équipes de la Protection civile par des actions de formations adaptées et de renforcement des compétences logistiques en tenant compte des aspects environnementaux lors des désastres.

De son côté, l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, John O'Rourke, a qualifié de «succès» les premiers résultats de ce jumelage, relevant la «forte implication» de la Protection civile algérienne et de ces cadres qui ont fait preuve d'un «grand professionnalisme» dans ce projet.

«L'UE suit avec une attention particulière ce jumelage qui signe une nouvelle étape avec les Protections civiles européennes et la Protection civile algérienne, dont la réputation est reconnue, tant en Europe, que dans la région», a-t-il ajouté.

Il a rappelé qu'un accord-cadre établissant le partenariat entre la direction générale de la Protection civile algérienne et la direction générale chargée des questions humanitaires et de la Protection civile européenne avait été signé en décembre 2016 à Bruxelles.

«C'est la première fois que la Commission européenne conclut un tel accord avec l'un de ces voisins, signe que notre coopération avec l'Algérie est étroite et profonde», a-t-il relevé, ajoutant que «certains des pays voisins de l'UE sont maintenant en négociation avec les services de l'UE pour répliquer cette expérience».

Pour rappel, ce jumelage institutionnel avec la direction générale de la Protection civile, s'inscrit dans «une démarche de poursuite du renforcement et de modernisation des services de la Protection civile, engagée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Il est financé par l'Union européenne à hauteur de 1,5 million d'euros.

Ce séminaire d'étape s'est déroulé en présence également du directeur national du P3A, Djilali Lebibat, ainsi que des cadres des directions de la Protection civile algérienne, française et espagnole.

**K. M.**



Blida

# Lancement prochain du chantier du premier hôpital caritatif



**Un hôpital caritatif spécialisé en oncologie pédiatrique, premier du genre à l'échelle nationale, sera prochainement lancé en réalisation Blida, à l'initiative de l'association " El Badr " d'aide aux malades du cancer, a-t-on appris, lundi, de son président, Dr. Moussaoui Mustapha.**

**A**nimant un point de presse consacré au projet de cet hôpital de 60 lits, destiné à la prise en charge des enfants atteints du cancer, DR .Moussaoui a signalé le lancement prochain du chantier d'une résidence inscrite au titre de ce même projet et destinée aux parents des enfants malades.

" Son plan (résidence) de construction se trouve actuellement auprès de la direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya, dans l'attente de la délivrance de son permis de construction ", a-t-il fait savoir.

Concernant la structure de l'hôpital, Dr. Moussaoui a déclaré que ses travaux

de réalisation seront engagés dès le " parachèvement de son plan de construction et détermination de son coût financier, avec l'obtention des autorisations y inhérentes auprès du ministère de tutelle et différentes directions concernées ". Le responsable a, également, signalé la tenue programmée, le 3 février prochain, à l'initiative de son association, d'un séminaire international sur ce projet, auquel prendront part, outre des spécialistes algériens, d'autres confrères étrangers exerçant dans des hôpitaux d'oncologie pédiatrique en Tunisie, Liban et France, entre autres.

Cette rencontre permettra notamment de " déterminer le coût nécessité pour ce projet et sa durée de réalisation ", a-t-il informé, signalant, aussi, l'exploitation de cette opportunité pour le lancement d'un " appel à dons, en vue de contribuer à sa construction. A noter que l'association a bénéficié, en 2017, d'une assiette foncière de 3000m<sup>2</sup>, mitoyenne au CHU Franz Fanon, pour l'implantation de cet hôpital spécialisé, qui sera scindé en deux bâtiments, un bloc social destiné à l'hébergement des enfants malades et de leurs parents, avec des espaces scolarité et détente, et un bloc médical destiné aux traitements et soins.

Selon DR. Moussaoui, une délégation de l'association El Badr a effectué précé-

demment une visite au niveau d'hôpitaux similaires à Lyon et Rouen (France) et au Liban, afin de s'informer sur les méthodes de gestion médicale et administrative de ce type d'établissements de santé inexistantes en Algérie.

Des campagnes de sensibilisation et d'information sont prévues au lancement via les masses médias nationaux afin de collecter le montant nécessité pour la réalisation de cet hôpital destiné à la prise en charge d'enfants atteints du cancer de tout le pays, a-t-il par ailleurs signalé, précisant que l'association a déjà commencé à recevoir des dons de la part de bienfaiteurs.

L'idée de création de cet hôpital a été dictée par l'inexistence de structures spécialisées en oncologie pédiatrique en Algérie, exception faite d'un nombre d'unités abritées par des hôpitaux, a indiqué, à l'occasion, le PR Chekkal, faisant part de près de " 2000 cas d'atteinte par le cancer enregistrés annuellement chez les enfants en Algérie ".

Abderrahmane Ghazel, chargé de la communication et de la presse auprès de l'association El Badr a, quant à lui, proposé la création d'un club de presse, au sein de l'association, lequel englobera tous les journalistes et correspondants locaux, en vue de la mise au point d'un plan d'information pour soutenir le projet.

Fondée en 2006, l'association El Badr de Blida fait office d'association la plus active de la wilaya dans le domaine de soutien des malades atteints du cancer, auxquels elle assure un transport gratuit vers les hôpitaux, tout en veillant à leur prendre des rendez-vous pour leur analyses et accompagnement psychologique, entre autres. Un hébergement est, aussi, garanti aux malades et à leurs accompagnateurs au niveau du foyer " Dar El Insane ", réalisé depuis près de trois ans à Blida, grâce à des dons de bienfaiteurs. En effet, la structure reçoit quotidiennement un flux de plus de 60 malades auxquels elle assure hébergement, restauration, et transport, tout en leur offrant un soutien psychologique et social, à travers des ateliers de couture, coiffure et de sport entre autres.

L'ouverture de ce foyer a été dictée par le constat de l'incapacité d'un grand nombre de malades à suivre leur traitement à cause du facteur " éloignement", d'autant plus qu'un taux de 80% des malades affluant vers le CAC de Blida sont issus du dehors de la wilaya, a expliqué DR .Moussaoui.

R. Hamid

Rentrée professionnelle à Blida

## Introduction de la spécialité de maintenance des ascenseurs

**L**a nouvelle session professionnelle de février prochain, à Blida, verra l'introduction d'un nombre de nouvelles spécialités de formation expressément adaptées aux exigences du marché local du travail, dont la maintenance des ascenseurs, a-t-on appris, lundi, du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Amar Khadroune.

L'introduction de cette spécialité (maintenance des ascenseurs) est une réponse au déficit accusé en matière de main d'œuvre spécialisée dans ce domaine, à l'échelle locale, d'autant plus que le problème a été à maintes fois posé par l'OPGI et l'agence AADL de la wilaya, a indiqué à l'APS M.Khadroune, signalant un « grand engouement » de la part des jeunes pour cette nouvelle formation, assurée au niveau des CFPA de Boufarik et Bouinane.

Les autres nouvelles spécialités programmées pour cette session de février sont relatives à la maintenance des équipements audiovisuels et la préparation de boissons et conserves, entre autres, suivant la vocation de transformation industrielle de la wilaya, a ajouté le responsable, soulignant que leur définition (spécialités) s'est faite en collaboration avec les partenaires économiques du secteur.

Chaque nouvelle spécialité de formation introduite dans le secteur a été vite adoptée par les stagiaires, a-t-il assuré, par ailleurs, citant notamment celles relatives à la protection des végétaux, et le suivi de la réalisation dans le bâtiment et les énergies renouvelables, mais surtout la spécialité de l'édition, introduite pour la première fois dans la nomenclature nationale de la formation en septembre

dernier, a fait savoir M.Khadroune.

Pour cette nouvelle session de février, la direction du secteur prévoit un flux de plus de 5000 nouveaux stagiaires, pour une offre pédagogique estimée à 5.956 places, réparties à raison de 2.156 offres pour le mode par apprentissage, 1.430 pour le mode résidentiel, et 542 offres pour le mode de formation qualitative.

Parallèlement, 155 offres de formation sont assurées, au titre de cette même session, pour les détenus de la wilaya en mode de formation qualitative, contre 230 offres destinées aux femmes au foyer.

La wilaya de Blida compte 22 établissements de formation professionnelle d'une capacité globale estimée à 8.650 places

O. M.

Protection de Djanet des inondations

## Elaboration prochaine d'une étude globale

■ Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a fait part, lundi dans la wilaya déléguée de Djanet (Illizi), de l'élaboration prochaine d'une étude globale pour la protection de la ville de Djanet des inondations. S'exprimant lors d'une rencontre avec les élus et cadres locaux du secteur, à l'institut spécialisé de la formation professionnelle d'Ifrri à Djanet (420 km Sud d'Illizi), le ministre a fait l'annonce de l'élaboration projetée d'une étude technique globale concernant la protection de la ville de Djanet des inondations dues aux crues d'oueds.

Pour une maîtrise du cours de l'oued Djanet, il est projeté la réalisation d'une digue de protection de la ville de Djanet des inondations, ainsi que la prise en charge de ce phénomène naturel qui menace les biens et les palmeraies de la région, a-t-il indiqué lors de cette rencontre tenue au terme d'une visite de travail dans la wilaya d'Illizi.

S'agissant de l'eau potable, M.Necib a assuré de sa disponibilité à Djanet, en quantité « suffisante » et de « bonne » qualité, ajoutant que le secteur s'emploie à améliorer l'approvisionnement de la population de la région de cette ressource vitale, à travers plusieurs projets actuellement en réalisation. Auparavant, le ministre a inspecté le projet de transfert de l'eau potable, mis en service au quartier Ifri. Composé de six forages, ce projet de transfert assure l'alimentation en eau potable de la ville de Djanet et du quartier Ifri, depuis la station de pompage de Tigherghart vers les réservoirs d'eau implantés au quartier d'Ifrri.

Sur site, il a insisté sur la rénovation des canalisations d'adduction de l'eau de la zone de Kennafer vers Djanet sur une distance de sept (7) kilomètres et ce, en raison de leur vétusté et dans l'objectif d'assurer une bonne adduction de l'eau, quotidiennement. Le ministre des Ressources en eau a clôturé sa visite dans la wilaya d'Illizi par l'inspection de la station de traitement des eaux usées de Djanet, mise en exploitation en 2014. Il a, sur site, souligné la nécessité d'y apporter des réaménagements techniques afin de l'élargir, d'accroître sa capacité et d'exploiter ses eaux traitées à des fins d'irrigation agricole, dans le but à la fois de préserver les nappes hydriques souterraines et l'environnement de façon générale.

M. D.

Tissemsilt

## Réception de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt en juin

■ Le tronçon de la ligne ferroviaire Boughzoul (Médéa)-Tissemsilt, de 17 kilomètres traversant la wilaya de Tissemsilt, sera réceptionné au mois de juin prochain, a-t-on appris lundi de la directrice des transports, Tourki Zahia. En marge d'une visite d'inspection du wali, elle a indiqué que les travaux de ce tronçon qui devaient s'achever en fin d'année dernière ont accusé du retard à cause de l'épuration de la situation financière de cinq entreprises chargées de sa concrétisation. Cette ligne ferroviaire devra désenclaver la wilaya en la raccordant aux wilayas limitrophes et contribuer par conséquent au développement de la région, a souligné la même responsable.

Le taux d'avancement des travaux de ce tronçon a atteint actuellement 76 pour cent avec la réalisation de 94 pc des ouvrages d'art, a fait savoir Mme Tourki, signalant que le projet de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt s'étendant sur 131 km est doté d'une enveloppe de 45 milliards DA. En inspectant ce projet, le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud a insisté sur la coordination entre différents services et entreprises pour accélérer les travaux. Les autorités de la wilaya veillent à assurer un accompagnement permanent aux entreprises de réalisation du projet en programmant des visites au chantier tous les trois semaines. Le chef de projet, Abdelkader Chandarli a prévoit la fin des travaux de la gare ferroviaire principale de Tissemsilt en juin prochain, soulignant que cette gare est construite selon les normes modernes disposant de commodités nécessaires. Pour sa part, le wali a annoncé des projets d'habitat et d'équipements publics dont un parking pour véhicules à proximité de cette infrastructure.

T. K.



# CONFLITS ►►

Syrie

## La Turquie intensifie ses raids sur l'enclave kurde d'Afrine

L'offensive turque sur la région kurde d'Afrine, dans le nord de la Syrie, ne connaît pas de répit : de nouveaux raids aériens ont visé hier plusieurs secteurs, et de violents combats frontaliers ont été rapportés.



La poursuite de l'opération «Rameau d'olivier», lancée il y a 10 jours, intervient alors que la Turquie est un acteur central des pourparlers sur la Syrie qui se tiennent ce mardi sous l'égide de la Russie à Sochi : sur les rives de la mer Noire, des représentants de la société civile et des politiques syriens tentent de discuter d'une solution au conflit ravageant leur pays depuis 2011.

Ciblées par l'offensive turque, les autorités semi-autonomes kurdes ont indiqué qu'elles n'y participeraient pas. Et, ce mardi, pour le dixième jour consécutif, l'aviation d'Ankara a pilonné leur enclave d'Afrine, située à la frontière avec la Turquie.

Dans le même temps, en Turquie, les autorités ont arrêté mardi 11 membres d'une association de médecins ayant critiqué l'offensive, durcissant ainsi leur campagne envers les voix

discordantes.

Depuis le 20 janvier, 311 personnes soupçonnées d'avoir fait de la «propagande terroriste» sur les réseaux sociaux contre l'offensive d'Afrine avaient déjà été arrêtées, selon le ministère de l'Intérieur.

Sur le volet militaire, les frappes aériennes turques de mardi matin ont visé les secteurs de Rajo et de Jandairis, dans le nord-ouest et le sud-ouest de la région d'Afrine, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Dans ces secteurs, de violents affrontements opposent les forces turques et leurs alliés parmi les rebelles syriens aux combattants kurdes, selon l'ONG.

«Depuis lundi, la Turquie a intensifié ses frappes aériennes», a fait valoir le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane.

Les avions turcs survolent

également la ville même d'Afrine, où le bruit des bombardements dans les collines environnantes se fait entendre, d'après un correspondant de l'AFP.

Lundi, la Turquie a renforcé ses positions militaires dans le nord syrien, et un convoi composé de dizaines de véhicules militaires a franchi la frontière, dans l'objectif de rejoindre un secteur situé à une quarantaine de km au sud d'Afrine.

Mais, durant la nuit, des tirs fournis de combattants pro-régime ont barré la route du convoi, l'obligeant à changer de destination pour se rendre finalement dans l'ouest de la province d'Alep, selon l'Osdh.

- **Lourd tribut** -

Depuis le 20 janvier, la Turquie mène une offensive dans l'enclave d'Afrine pour en chasser la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).

Considérés comme «terroristes» par Ankara, ces combattants kurdes sont pourtant de précieux alliés de Washington dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Depuis le lancement de cet offensive, 85 combattants kurdes ont été tués, tandis que 81 rebelles pro-Ankara ont péri, selon l'Osdh.

Les civils ont également payé un lourd tribut, et 67 personnes dont 20 enfants ont été tués dans des bombardements turcs depuis le lancement de l'opération, d'après la même source.

Ankara nie viser les civils, assurant prendre pour cible uniquement les combattants et les positions militaires.

Evoquée depuis plusieurs mois, l'intervention turque à Afrine a été précipitée par l'annonce de la création d'une «force frontalière» incluant notamment des YPG, et parrainée par la coalition internationale antijihadistes emmenée par Washington.

Ankara n'a jamais accepté l'autonomie de facto établie par les Kurdes dans le nord de la Syrie à la faveur du conflit qui ravage ce pays depuis 2011, craignant de voir sa propre communauté kurde développer des aspirations similaires.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan est une nouvelle fois monté au créneau mardi, devant la majorité parlementaire de son parti politique.

L'offensive «ne va pas s'arrêter avant que nous ayons éliminé la menace terroriste de notre frontière», a-t-il martelé.

Ignorant les appels de l'Otan et des Etats-Unis à la «retenue», Ankara se dit déterminé à élargir l'offensive vers l'est, notamment à la ville de Minbej tenue par les Kurdes et où sont stationnées des forces américaines.

AFP

Yémen

## Le palais présidentiel «encerclé» par des éléments séparatistes

Des éléments séparatistes du sud du Yémen «encerclaient» hier le palais présidentiel à Aden, deuxième ville du pays, après trois jours de combats avec les forces gouvernementales qui ont perdu des positions-clés, a indiqué une source militaire citée par des médias.

«Les séparatistes ont encerclé le palais et contrôlent maintenant l'entrée principale», a dit la source, un officier de l'armée yéménite cité par l'AFP, ajoutant : «Ceux qui sont à l'intérieur sont officiellement assignés à résidence à ce stade».

Le président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, est lui-même réfugié en Arabie Saoudite, mais son premier ministre Ahmed ben Dagher et des membres du gouvernement résidaient ces derniers jours au palais présidentiel d'Aden, selon les médias.

Dans la nuit, la coalition sous commandement saoudien, qui intervient militairement au Yémen depuis 2015, avait appelé à un cessez-le-feu immédiat à Aden où les combats depuis dimanche entre l'armée gouvernementale et des séparatistes ont fait au moins 36 morts et 185 blessés, selon le Comité international de la Croix-Rouge (Cicr).

Après l'appel de la coalition, le ministère de l'Intérieur, cité par l'agence yéménite Saba, avait déclaré avoir donné pour instruction à toutes les unités de «cesser le feu immédiatement». Le ministère avait espéré que l'autre camp répondrait «positivement à l'appel de la coalition».

R. I.

Pakistan

## Huit personnes tuées dans une explosion de bombe

Huit personnes ont été tuées mardi dans une explosion de bombe en bord de route dans le nord-ouest du Pakistan, selon les autorités locales.

L'engin a explosé dans le district de Maqbal de l'agence tribale de Kurram, frontalière de l'Afghanistan, au passage d'un minibus transportant neuf personnes. Huit d'entre elles, dont trois femmes et un garçon de 7 ans ont été tuées, selon un haut responsable des autorités locales, Basir Khan Wazir. Un responsable local des services secrets a confirmé l'attaque et son bilan.

Les zones tribales, dont Kurram fait partie, figurent parmi les plus pauvres et les plus instables du pays. Elles sont régies par un système légal spécifique issu de la colonisation britannique et ont longtemps été secouées par les combats entre armée et groupes armés. R. O.

T. K.

Zones de conflit

## Les souffrances liées à la faim s'intensifient

L'insécurité alimentaire dans les pays touchés par un conflit continue de se dégrader, ce qui signifie que les efforts pour apporter une aide alimentaire aux communautés affectées et pour soutenir leurs moyens d'existence demeurent particulièrement vitaux, a déclaré un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Selon un communiqué de l'ONU rendu public lundi, ce rapport adressé au Conseil de sécurité de l'ONU couvre 16 pays, dont l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée Bissau, Haïti, l'Irak, le Liban avec les réfugiés syriens, le Libéria, le Mali, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie, l'Ukraine, le Yémen, et la zone transfrontalière du bassin du lac Tchad.

Pour la moitié de ces endroits, l'évaluation menée par la FAO et le PAM indique qu'un quart de la population est confrontée à

des niveaux de famine critiques ou d'urgence, conformément au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Dans les pays où plus du quart de la population est confrontée à une situation de faim aiguë, le document souligne qu'au Yémen, près de 60% de la population est touchée, soit 17 millions de Yéménites. Plus de 4,8 millions de Sud-Soudanais ne sont pas épargnés, soit 45% de la population. 6,5 millions de personnes souffrent d'une faim aiguë en Syrie (33% de la population). La même proportion (33%) est notée au Liban où 1,9 million de personnes sont confrontées à la faim, en raison notamment du grand nombre de réfugiés syriens. Les autres pays mentionnés dans ce document restent, la Centrafrique (26% soit 1,1 million), l'Ukraine (26%, 1,2 million), l'Afghanistan (25%, 7,6 millions) et la Somalie (25%, 3,1 millions).

Selon la FAO et le PAM, ces pays ne sont pourtant pas les seuls à susciter une vive inquiétude. En République démocratique du Congo, où de vives inquiétudes liées à la

sécurité alimentaire ont été éclipsées par d'autres crises en Afrique, la situation se détériore rapidement. 11% de la population du pays est maintenant en situation de crise ou a dépassé ce niveau selon l'échelle IPC. A cela s'ajoutent 7,7 millions de personnes confrontées à une situation de faim aiguë.

Au Soudan, 3,8 millions de personnes sont considérées comme ayant atteint le niveau de crise ou l'ayant dépassé selon l'échelle IPC. Elles sont 3,2 millions en Iraq. Dans le bassin du Lac Tchad, elles sont au nombre de 2,9 millions. Au Burundi et en Haïti, elles sont respectivement 1,8 et 1,3 million.

Dans ces pays, il existe un facteur commun compromettant la sécurité alimentaire : les conflits. En effet, selon la dernière évaluation de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale, l'intensification des conflits est la principale raison derrière la récente résurgence de la faim dans le monde après plusieurs décennies de déclin.



Bénin

# Le parc de la Pendjari se rêve en sanctuaire pour les éléphants d'Afrique de l'Ouest

Assis à l'arrière d'un pick-up du parc national de la Pendjari, dans le nord du Bénin, Matthieu Yoa sourit avec la satisfaction du travail accompli: avec ses collègues rangers, il vient de poser un collier satellite sur un éléphant pour assurer sa protection.



"C'était très fort", souffle-t-il dans un français hésitant, visiblement ému.

Bien que son village natal se situe à quelques kilomètres seulement de cet immense parc national de 4.700 km<sup>2</sup>, ce jeune homme de 23 ans n'avait jamais vu d'animaux sauvages il y a encore deux mois. "Sauf dans des documentaires."

Il travaillait comme maçon lorsqu'il a lu dans le journal local qu'African Parks, une ONG dédiée à la protection de la nature et qui gère depuis peu le parc de la Pendjari, recrutait une soixantaine de gardes. Sur 1.700 candidats, il fait partie des 35 élèves sélectionnés pour la première promotion.

Après six semaines de formation, il sait comment mettre un éléphant à terre pendant un quart d'heure pour lui poser un collier et donner ainsi une chance à l'espèce de survivre en Afrique de l'Ouest.

Cette opération extrêmement délicate est supervisée par un vétérinaire sud-africain, Pete Morkel, venu spécialement au Bénin pour équiper de colliers une douzaine d'éléphants et de lions.

Traquée pendant près d'une heure par un avion ULM, puis par deux pickups, la bête s'est effondrée dans les herbes hautes après

avoir été touchée par un tir de flèche anesthésiante. Réveillée quelques minutes plus tard, elle a aussitôt rejoint son troupeau, un peu groggy, avec son nouveau collier.

## L'ivoire vers l'Asie

"Nous avons besoin de connaître leurs déplacements pour leur apporter une meilleure sécurité", explique Pete Morkel, le visage durci par des années de brousse. "Les éléphants d'Afrique de l'Ouest sont assez agressifs de nature, parce qu'ils ont été pourchassés dans cette région pendant des siècles."

Autre spécificité de l'éléphant ouest-africain, ses défenses sont très petites. "Tous les individus avec de grandes défenses ont été massacrés, et avec le temps, cela a modifié leur génétique", poursuit le vétérinaire.

Les commerçants portugais, arrivés dans le royaume du Dahomey dès le XVI<sup>e</sup> siècle, exportaient déjà l'ivoire en grande quantité, et le commerce a atteint son apogée pendant la colonisation française.

Après une courte accalmie dans les années 1990, due à l'émotion internationale et la baisse d'intérêt des clients européens, le trafic a repris il y a une dizaine d'années

avec l'expansion du marché asiatique.

La Chine a totalement interdit le commerce de l'ivoire au 1<sup>er</sup> janvier, mais cela n'empêche pas encore les trafics de se poursuivre. Fin janvier, une tonne d'ivoire a été saisie en Côte d'Ivoire et six personnes ont été interpellées. Début décembre, près d'une tonne de défenses d'éléphants, exportées également du port d'Abidjan, ont été découvertes au Cambodge, en escale pour la Chine.

## Doubler le nombre d'éléphants en 10 ans

"La population -de pachydermes- est petite en Afrique de l'Ouest, et essentiellement concentrée au niveau de la Pendjari et du WAP -parc transfrontalier qui recouvre la Pendjari ainsi que des zones protégées au Burkina Faso et au Niger- où elle ne dépasse pas les 6.000 individus", raconte Jean-Marc Froment, chargé de la conservation au sein d'African Parks.

L'ONG internationale, choisie par l'Etat béninois en 2017 pour gérer cet espace, ambitionne de doubler en 10 ans la population animale sur place et de réintroduire des éléphants dans d'autres parcs ouest-africains.

Mais pour ce faire, il faut avant tout revoir la sécurité du parc, gangréné par les réseaux de trafiquants, dont les plus petites mains sont souvent les employés au sein du parc.

Dans "la salle de contrôle", un petit bureau fraîchement construit, Markéta Antoninova, manager de projets pour African Parks, regarde les lignes lumineuses tracées sur un écran d'ordinateur.

"Grâce à des trackers GPS, on observe les mouvements des équipes de rangers déployés", raconte-t-elle. "Ils partent sur des missions de sept jours à pied, sur une cinquantaine de kilomètres à travers le parc, mais on leur communique leur destination au jour le jour."

## Recopier des leçons

Une mesure destinée à empêcher toute connivence avec les braconniers: auparavant, quand les gardes corrompus connaissaient d'avance tout l'itinéraire de leur mission, "il leur suffisait d'appeler les braconniers pour leur dire où ils se trouveraient pendant la semaine", explique la jeune femme d'origine tchèque, qui a passé de nombreuses années au Tchad et au Soudan.

Dans le nouveau centre d'entraînement des rangers, une trentaine de jeunes hommes de la seconde promotion grimpent et dévalent une colline caillouteuse sous un soleil de plomb. Sous un large auvent en paille transformé en salle de classe, d'autres suivent les cours théoriques.

Dans des petits cahiers à l'effigie de Cristiano Ronaldo, les étudiants recopient leurs leçons avec application: "Qu'est-ce qu'un pot-de-vin?", "Qu'est-ce qu'un abus de pouvoir?", "Qu'est-ce que la biodiversité?"

"La lutte anti-braconnage ne peut pas se faire uniquement avec les armes et les sanctions", confie Jean-Marc Froment.

Les salaires mensuels des rangers, de 150.000 Francs CFA (environ 300 euros), sont importants dans cette région pauvre du Bénin.

"Mais surtout, il faut transmettre notre passion, faire comprendre l'intérêt de préserver la nature", conclut M. Froment. "Et cela ne pourra se faire qu'avec le temps."

AFP

RDC

## Trois présumés rebelles burundais tués dans le Sud-Kivu

L'armée congolaise a annoncé lundi avoir tué trois rebelles burundais, présumés voleurs de patates douces, dans l'est de la République démocratique du Congo où des opérations militaires sont en cours.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les soldats congolais en patrouille "se sont heurtés à un groupe de rebelles burundais des FNL (Forces nationales de libération) et les échanges de tirs qui ont suivi ont fait trois morts côté assaillants", a déclaré à l'AFP le lieutenant Masumbuko Petit, un commandant de l'armée congolaise de la localité de Kiliba au nord d'Uvira (Sud-Kivu).

L'accrochage a eu lieu dans le village congolais de Rusabagi à Kiliba, frontalière du Burundi.

"Ces rebelles en provenance du Burundi ont traversé la rivière Ruzizi pour voler dans les champs des paysans à Kiliba. Dans leur fuite, ils ont abandonné des sacs de patates douces qu'ils avaient déjà volées", a-t-il expliqué. "Les corps de ces trois personnes tuées sont actuellement exposés devant le bureau de la cité de Kiliba non loin de la paroisse catholique Saint Joseph en attendant les dispositions de l'enterrement", a indiqué à l'AFP Daniel Ruhaniika, chef de la cité Kiliba. Le groupe rebelle des FNL - quelques centaines d'hommes - est régulièrement accusé de lancer des attaques pour son ravitaillement, volant des vaches et des denrées alimentaires avant de se replier dans les marais de Rukoko, au Burundi, puis dans le nord d'Uvira, dans l'est de la RDC voisine, leur base de repli.

L'armée congolaise mène des opérations militaires dans cette région infestée par des groupes armés locaux et étrangers depuis plus de vingt ans.

AFP

Gambie

# Levée de l'interdiction des manifestations politiques

La police gambienne a levé lundi l'interdiction des rassemblements politiques imposée depuis deux semaines après des heurts entre partisans du président Adama Barrow et de son prédécesseur Yahaya Jammeh.

Mi-janvier, la police avait indiqué qu'en raison de ces incidents, qui ont fait plusieurs blessés, elle ne délivrerait plus aux partis politiques d'autorisation de manifester ou d'organiser des meetings de campagne, alors que des élec-

tions locales sont prévues le 12 avril.

"Le bureau de l'inspecteur général de la police informe le grand public que les partis politiques qui veulent organiser des activités politiques (tels que des meetings) peuvent introduire une demande d'autorisation", a indiqué lundi la police dans un communiqué.

La suspension des autorisations avait été décrétée après deux incidents ayant opposé

début janvier des partisans du United Democratic Party (UDP, au pouvoir) et des membres de l'Alliance for Patriotic Reorientation and Construction (APRC).

L'APRC est l'ancienne formation de Yahya Jammeh, parti en exil fin janvier 2017 en Guinée équatoriale après plus de 22 ans à la tête de ce pays anglophone d'Afrique de l'Ouest et après avoir contesté pendant six semaines sa défaite à l'élection présidentielle

de décembre 2016 face à Adama Barrow.

Le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema a affirmé vendredi que son pays "protégera" Yahya Jammeh, affirmant qu'il s'agissait d'une "garantie pour que les autres chefs d'Etat qui doivent quitter le pouvoir n'aient pas peur des harcèlements qu'ils pourraient subir après".

Cette déclaration a suscité la colère à Banjul, où les victimes de la féroce répression exercée par

le régime de Jammeh mettent en place une procédure judiciaire contre lui.

A l'occasion du premier anniversaire de son accession au pouvoir, Adama Barrow a indiqué la semaine dernière qu'il attendrait la fin des travaux en cours de la Commission Vérité et Réconciliation avant de prendre une décision à cet égard, mais il a affirmé être "engagé" pour la défense de l'état de droit.

R. B.

# Bête noire de Trump, le numéro 2 du FBI quitte ses fonctions

Il était depuis des mois dans le collimateur du président Donald Trump et se savait sur un siège éjectable: le directeur-adjoint du FBI, Andrew McCabe, a été poussé au départ lundi.



Donald Trump avait aussi reproché à M. McCabe les liens supposés de son épouse, qui s'est engagée sous l'étiquette démocrate dans une élection en Virginie, avec le gouverneur de cet Etat, Terry McAuliffe. Ce dernier est un proche de Hillary Clinton, ancienne rivale de M. Trump à l'élection présidentielle.

Selon des révélations de NBC lundi, M. Trump se serait mis en rage en voyant James Comey embarquer dans un avion du FBI, au lendemain de son renvoi.

Il aurait alors appelé M. McCabe et passé sa colère sur le nouveau directeur par intérim, à qui revenait la tâche de diriger le prestigieux bureau centenaire, aux 30.000 employés jaloux de leur indépendance.

M. Trump a ensuite nommé un juriste qui a travaillé dans le gouvernement de George W. Bush, Christopher Wray, pour remplacer M. Comey à la tête de la police fédérale américaine.

Lors d'un incident distinct, également postérieur à la mise à l'écart de M. Comey, Donald Trump a convoqué à la Maison Blanche Andrew McCabe. Le président a alors demandé au chef policier pour qui il avait voté à la présidentielle, a rapporté la semaine passée le Washington Post.

- 'Serviteur de l'Etat' -

Enfin, les critiques de M. Trump se sont intensifiées en décembre quand il est apparu qu'une juriste du FBI, Lisa Page, entretenait une liaison avec un enquêteur du Bureau, Peter Strzok, les deux amants affichant leurs sympathies pro-Clinton et anti-Trump.

Ces deux agents ont été impliqués dans l'enquête classée sans suite sur les courriels de Hillary Clinton et sur celle portant sur la collusion présumée entre l'équipe de campagne de M. Trump et les Russes.

Eric Holder, ministre de la Justice sous Barack Obama, a lui rendu hommage au directeur-adjoint du FBI, le qualifiant de «serviteur de l'Etat dévoué».

Il a sous-entendu qu'Andrew McCabe essayait les plâtres, face à la colère que suscite chez Donald Trump l'enquête russe. «Les attaques infondées contre le FBI et le ministère de la Justice afin de détourner l'attention d'une enquête pénale légitime ne font que causer un tort inutile et durable aux fondations de notre Etat», a commenté M. Holder.

AFP

## Tuerie à la mosquée de Québec: Recueillement dans l'émotion un an après

■ Beaucoup de représentants de la classe politique canadienne, avec à leur tête le Premier ministre Justin Trudeau, et plus d'un demi-millier de personnes ont commémoré lundi la mémoire des six victimes de la tuerie à la mosquée de Québec il y a tout juste un an.

Avec à la main le portrait des six musulmans tués le 29 janvier 2017 juste après la dernière prière du soir à la mosquée, quelques personnes tenaient fièrement une grande banderole: «Ensemble contre la haine et le racisme».

Dans un froid glacial, Louiza Mohamed-Said, veuve d'une des victimes, a lancé un vibrant message pour l'«élan de sympathie et de compassion» de la foule en souhaitant que «chaque année, cette date soit un jour dédié» à la mémoire des victimes «et rien qu'à leur mémoire».

Un appel direct à l'instauration d'une journée nationale contre l'islamophobie, lancée en début de mois par le Conseil national des musulmans, une proposition sur laquelle se déchire la classe politique, certains rappelant qu'il existe déjà une journée dédiée à commémorer toute forme de discrimination. «Pourquoi le mot islamophobie nous met mal à l'aise», a interrogé ensuite le Premier ministre canadien. «Parce que le racisme, c'est l'autre», a-t-il lancé. «Nous avons tous peur, la peur de l'inconnu, la peur de l'étranger. Il faut passer au-delà de cela mes amis», a lancé M. Trudeau à la foule.

Le chef du gouvernement a rappelé l'importance de dépasser ses «propres craintes» et surtout «il ne faut pas faire semblant que (l'islamophobie) n'existe pas». Il a critiqué les groupuscules d'extrême droite, comme le mouvement La Meute dont le symbole est une patte de loup, qui profitent des peurs pour gagner du terrain dans l'opinion.

Un peu plus tôt au Parlement, Justin Trudeau avait exhorté les Canadiens à «se dresser contre l'islamophobie et toute forme de discrimination» et avait dénoncé la «normalisation» des actes de discrimination.

Les actes de discrimination qui «trop souvent, ne sont pas remarqués ou dénoncés», comme les insultes ou graffitis, «sont devenus des lieux communs, normalisés et même tolérés» au Canada, a déploré M. Trudeau.

Le 29 janvier 2017, juste après la prière du dimanche soir, un tireur avait fait irruption dans la mosquée du quartier résidentiel de Sainte-Foy à Québec et ouvert le feu sur les fidèles rassemblés. Outre les six morts, quatre personnes souffrent toujours de handicaps, pour ce qui reste l'une des pires tueries dans un lieu de culte de l'islam en Occident. L'auteur présumé de la fusillade, Alexandre Bissonnette, a été formellement inculpé en octobre pour le meurtre de six personnes et la tentative de meurtre concernant les 35 autres fidèles qui se trouvaient dans la mosquée, et son procès doit s'ouvrir fin mars.

AFP

Le haut fonctionnaire policier, âgé de 49 ans, faisait l'objet depuis 2016 de critiques récurrentes de M. Trump et de responsables républicains, qui l'accusaient d'être proche des démocrates.

Mais la Maison Blanche a décliné toute responsabilité dans son départ de la direction de la police fédérale.

«Il (M. Trump) n'a joué aucun rôle dans cette décision», a assuré lundi la porte-parole de l'exécutif, Sarah Sanders, dans son point de presse quotidien.

M. McCabe quitte son poste avec effet immédiat, mais restera sur le registre des employés de la police fédérale jusqu'en mars pour des raisons administratives, a indiqué à l'AFP une source interne à l'agence.

Donald Trump semble avoir cristallisé sur ce haut fonctionnaire policier toute l'amertume

que suscite chez lui l'enquête très sensible qui cherche à déterminer si l'équipe de campagne du milliardaire républicain s'est concertée avec les Russes pour influencer les résultats de l'élection présidentielle de 2016. Ainsi, Donald Trump a publiquement reproché à son ministre de la Justice, Jeff Sessions, de ne pas avoir renvoyé Andrew McCabe à l'époque où celui-ci était directeur par intérim du FBI.

### Proche de James Comey

Le président a par ailleurs accusé M. McCabe d'être un ami de l'ex-patron du FBI James Comey, qu'il a lui-même limogé à cause de l'enquête russe.

Ce dernier a salué M. McCabe dans un tweet pour avoir «gardé la tête haute au cours des huit derniers mois, lorsque des gens sans envergure tentaient de détruire une institution dont nous dépendons tous».

## Venezuela: reprise tendue du dialogue opposition-gouvernement

■ Le gouvernement vénézuélien et une partie de l'opposition ont repris lundi leurs discussions en République dominicaine, dans un contexte de tension après la décision du pouvoir de convoquer une élection présidentielle anticipée.

Les délégués se sont entretenus pendant six heures, et les discussions devaient reprendre dans la soirée après une pause, a indiqué à la presse le porte-parole de la présidence dominicaine.

La coalition de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), s'est présentée divisée à ce nouveau cycle de pourparlers: Volonté populaire, le parti de Leopoldo Lopez, une des figures de l'opposition, a décidé de quitter la table des négociations faute de «garanties électorales».

Depuis le mois de décembre, le gouvernement et l'opposition négocient en République dominicaine pour tenter de trouver une solution à la crise politique qui secoue le Venezuela.

Mais depuis la décision de la semaine dernière du pouvoir vénézuélien, englué dans une grave crise économique, de convoquer une élection présidentielle anticipée avant le 30 avril, les pourparlers devraient se concentrer sur la date de l'élection et les

garanties électorales réclamées par l'opposition.

Jusqu'à présent, la présidentielle était officiellement prévue pour fin 2018 mais, selon les analystes, la date a été avancée par le camp présidentiel pour profiter d'une dynamique électorale favorable et des divisions de l'opposition.

Vendredi, la justice vénézuélienne a en outre écarté la MUD de la course à la présidentielle en tant que coalition, dégageant la voie pour la réélection du président Nicolas Maduro. Les partis qui composent la MUD peuvent en revanche participer individuellement au scrutin, dont la date précise n'a pas encore été annoncée par le Conseil national électoral.

«Aujourd'hui, ce pourrait être un grand jour», a déclaré en arrivant aux pourparlers le ministre de la Communication Jorge Rodríguez, le chef de la délégation gouvernementale.

«Nous sommes prêts à trouver un accord avec les représentants de l'opposition qui sont présents aujourd'hui. Les affaires des Vénézuéliens se règlent entre Vénézuéliens, on ne tolérera pas d'ingérences grossières», a ajouté le ministre.

«Si le gouvernement ne cède pas, il n'y a

pas d'accord. Il y a une liste de garanties, l'une d'entre elles est la (présence) d'observateurs internationaux» pendant le scrutin, a déclaré à l'AFP le député Enrique Marquez, un des négociateurs de la MUD.

Mais à Caracas, le numéro deux du chavisme, Diosdado Cabello, vice-président du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), a souligné la détermination du pouvoir à ne pas faire de concessions. «La capitulation n'est pas envisagée», a-t-il dit.

Les décisions du gouvernement vénézuélien ont soulevé un tollé à l'étranger. Plusieurs pays, dont l'Argentine et la Colombie, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas les résultats de la présidentielle.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, a déclaré lundi douter que cette élection puisse être «propre» et «juste».

«Ca ne se présente pas bien», a dit M. Astis à la radio Onda Zero, relevant notamment «les restrictions qui sont apportées à la participation des forces de l'opposition».

Dimanche prochain, le PSUV doit officialiser la candidature de Nicolas Maduro à un nouveau mandat présidentiel.

AFP

Brexit

# L'UE prête à lancer la négociation d'une période de transition

**L'UE a bouclé lundi sa position pour négocier la phase de transition post-Brexit souhaitée par le Royaume-Uni, pendant laquelle elle veut que Londres continue à participer au budget européen mais en renonçant à tout pouvoir de décision dans l'Union.**

**C**es conditions posées par les 27 pays qui resteront dans l'UE provoquent des remous du côté britannique. En particulier parmi les partisans d'une coupure nette avec l'UE, certains craignant que leur pays devienne un «Etat vassal» de l'Union en la quittant.

Les ministres des 27, réunis lundi à Bruxelles, ont approuvé en quelques minutes leur directives pour que le négociateur en chef du Brexit pour l'UE, Michel Barnier, puisse commencer à discuter des modalités de cette transition avec son homologue britannique David Davis. Il devra s'agir «d'une transition «statu quo», mais sans représentation institutionnelle» pour le Royaume-Uni dans l'Union, a souligné sur Twitter l'adjointe de M. Barnier, Sabine Weyand, ajoutant que cette période intermédiaire ira du jour du départ britannique, fin mars 2019, «jusqu'au 31 décembre 2020».

«Quand le Royaume-Uni quittera l'UE, il n'aura plus son mot à dire autour de la table», a insisté la ministre irlandaise des affaires européennes Helen McEntee, soulignant qu'il s'agissait pour les 27 de préserver «l'intégrité du marché unique et de l'Union douanière».

## 'Quelques divergences'

«Il y a un large accord sur le principe qu'une période de mise en place serait bénéfique aux deux parties, mais évidemment, sur les détails, on peut s'attendre à quelques divergences et c'est ce sur quoi nous négocierons», a déclaré de son côté un porte-parole de Theresa May, avant l'adoption des directives des 27.

Il a rappelé le souhait de Londres d'avoir une transition «d'environ deux ans», une période plus longue que celle prévue par les 27. Ces derniers préfèrent se caler pour plus de clarté sur la fin de l'actuel budget plurian-



nel de l'UE, qui court jusqu'à fin 2020.

L'UE et Londres sont en effet déjà d'accord sur le principe de maintenir jusqu'à cette date les contributions britanniques telles qu'elles avaient été prévues pour le budget de l'UE.

Pendant cette période, les 27 souhaitent que Londres continue par ailleurs de respecter toutes les réglementations de l'UE, mais sans n'avoir plus aucun pouvoir de décision. Cela signifie que le Royaume-Uni n'aura plus de représentant dans les institutions, plus de droits de vote et ne participera plus à la plupart des réunions. Il sera par ailleurs toujours soumis à la juridiction de la Cour de justice de l'UE et contribuera au budget européen.

## 'Plus ferme'

L'objectif de la transition est d'éviter un changement brutal des règles pour les

citoyens et les entreprises juste après le Brexit. Elle doit aussi permettre de préparer l'accord de libre-échange qui régira à l'avenir les relations entre l'UE et le Royaume-Uni.

Les négociations sur cette future relation commerciale devraient commencer idéalement en avril, mais les Européens reprochent à la Première ministre britannique Theresa May de trop tarder à présenter ses souhaits précis.

Lors d'un sommet en décembre dernier à Bruxelles, les dirigeants des 27 avaient accepté d'ouvrir les négociations sur la transition, après avoir conclu un accord provisoire avec Londres sur les termes du retrait, dont ils avaient fait un préalable.

Ils avaient alors estimé que des progrès suffisants avaient été réalisés sur les trois questions les plus épineuses: les droits des

citoyens, la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande et le règlement financier du divorce.

Depuis le Japon, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a insisté sur le fait que «la présence de la Grande-Bretagne dans l'UE c'est fini». «Parce que j'avais senti qu'il y avait peut-être des esprits qui disaient «peut-être que...». Non! C'est fini!», s'est-il exclamé lors d'une conférence.

Le président américain Donald Trump a lui assuré qu'il se serait montré «plus ferme» que la Première ministre britannique Theresa May dans les négociations avec Bruxelles. «J'aurais dit que l'Union européenne n'est pas aussi bien que ce qu'elle est censée être. Et j'aurais adopté une position plus ferme sur le retrait» de l'UE, a-t-il lancé dimanche soir.

AFP

## Abdel Fattah al-Sissi, l'incontestable maître de l'Egypte

■ Artisan de la stabilité pour les uns, autocrate décrié par les autres, l'ex-maréchal Abdel Fattah al-Sissi, a écrasé tous ses opposants depuis 2013 pour devenir le maître incontestable de l'Egypte.

Après avoir écarté du pouvoir son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi en 2013 à la faveur de manifestations de masse réclamant son départ, l'homme fort du pays s'est fait élire confortablement président en 2014.

En quatre années de présidence, il a réduit au silence toute opposition, islamiste comme libérale, mettant en prison des centaines de voix considérées comme dissidentes.

L'officier de carrière qui a troqué son uniforme contre des costumes sobres, est omniprésent à la télévision et dans les médias égyptiens.

Micro en main, le raïs apparaît tantôt pour une inauguration, tantôt pour un forum avec des jeunes Egyptiens ou encore pour une célébration religieuse.

S'exprimant en arabe égyptien, il déclame de longues tirades d'une voix chaude, parfois ponctuée de rires, avec toute l'attention d'un auditoire déferent.

D'un ton paternaliste, il est capable de

décrire les Egyptiens comme la prune de ses yeux, assurant qu'il n'est qu'un simple serviteur choisi pour servir son pays.

Soutenu par des médias quasi-unanimes, M. Sissi reste populaire auprès d'un certain nombre d'Egyptiens lassés par les années de chaos post-2011 et qui voient encore en lui le seul homme capable de relancer une économie à genoux et de vaincre le jihadisme.

Il a lancé l'armée à l'assaut du Sinaï, cette péninsule désertique bastion de la branche égyptienne de l'Etat islamique (EI), échouant toutefois à enrayer la vague meurtrière d'attentats visant essentiellement policiers et soldats, dans le Sinaï mais aussi au Caire.

Sur le front économique, il a lancé un programme de réformes longtemps retardé, s'attaquant notamment aux très populaires subventions étatiques. Malgré le mécontentement populaire, aucune contestation sérieuse n'est venue perturber son règne.

## - Orgueil exacerbé -

Né en novembre 1954, cet enfant du quartier de Gamaliya dans le vieux Caire islamique, cher au Nobel de littérature Naguib Mahfouz, Abdel Fattah al-Sissi a été un enfant déjà très directif avec les autres, selon ceux qui l'ont

connu à l'époque.

Diplômé de l'académie militaire en 1977, il a ensuite étudié en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, avant de devenir chef du renseignement militaire sous Moubarak.

Des enregistrements qui ont fuit dans les médias islamistes, tirés de ses conversations privées, révèlent un orgueil exacerbé. Il y raconte ainsi avoir rêvé qu'il rencontrait le président défunt Anouar el-Sadate, un présage annonçant sa venue au pouvoir. Dans un autre, il se souvient d'un rêve dans lequel il brandit une épée rouge, sur laquelle est gravée la profession de foi musulmane.

En 2013, ce militaire est apparu sur le devant de la scène, lançant une répression sanglante contre les partisans de Mohamed Morsi, se soldant par la mort de centaines de manifestants islamistes en quelques semaines.

Ironie du sort, c'est M. Morsi lui-même qui l'avait nommé ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée en août 2012.

Les militants laïcs et de gauche qui ont soutenu l'éviction de M. Morsi en sont vite venus à regretter leur choix: M. Sissi a régulièrement été accusé par les ONG internationales de per-

pétrer de graves violations des droits de l'Homme.

Le 14 août 2013, un mois après son coup de force contre le président islamiste, policiers et soldats avaient tué en quelques heures plus de 700 manifestants pro-Morsi en plein centre du Caire.

Human Rights Watch (HRW) avait parlé d'une «tuerie de masse» s'apparentant «probablement à un crime contre l'humanité».

Lors de sa campagne pour la présidentielle de 2014, il avait estimé que «parler de libertés» ne devait pas primer sur la «sécurité nationale» et affirmé publiquement qu'il faudrait «20 à 25 années pour instaurer une vraie démocratie» en Egypte.

Depuis l'éviction de M. Morsi, des dizaines de milliers de ses partisans ont été emprisonnés, et des centaines, dont le président déchu lui-même, ont été condamnés dans des procès de masse expéditifs vivement dénoncés par l'ONU.

Père de quatre enfants, M. Sissi est décrit par son entourage comme un homme pieux accomplissant ses cinq prières quotidiennes et dont l'épouse porte le voile.

AFP

Philippines

# Le volcan fait des heureux dans l'industrie touristique

**Des dizaines de milliers de Philippins ont fui le Mayon mais l'éruption du volcan fait les affaires de l'industrie touristique dans une région très pauvre où les visiteurs se ruent sur les meilleurs points de vue comme sur les glaces "volcaniques" au piment rouge.**

**L**a province d'Albay a construit son image sur son volcan spectaculaire au cône quasi parfait. L'instabilité du Mayon offre des occasions infinies aux entrepreneurs de tout poil mais est aussi la cause d'une profonde misère.

Depuis que le Mayon a commencé à cracher de la lave voici deux semaines, les restaurants et hôtels situés juste à l'extérieur d'une zone "de danger" établie dans un rayon de neuf kilomètres autour du cratère connaissent un boom inhabituel en cette saison normalement peu propice au tourisme.

"Nous sommes reconnaissants car nous avons de nombreux clients mais nous nous sentons aussi coupables parce que tant de personnes sont touchées", déclare à l'AFP



Purita Araojo, réceptionniste à la Vista Al Mayon Pensionne.

Près de 90.000 habitants ont fui le volcan pour se réfugier dans des abris surpeuplés où les conditions de vie et d'hygiène sont éprouvantes. Les autorités ont mis en garde contre une crise sanitaire.

Cette région avant tout agricole craint toujours une éruption explosive même si les spécialistes considèrent que les gens sont désormais hors d'atteinte du volcan qui culmine à 2.460 mètres.

Les Philippines sont sur la "ceinture de

feu" du Pacifique, où se rencontrent des plaques tectoniques, source de fréquente activité sismique et volcanique. Le Mayon, situé à environ 330 kilomètres au sud-est de Manille, connaît sa 52ème éruption en 400 ans. Il est considéré comme le plus instable des 22 volcans philippins en activité.

- chili haché -

Mais ses grondements inspirent les entreprises locales, qui offrent des menus épicés tout en affichant de manière ostentatoire photos et logos à l'effigie du volcan.

Un best-seller d'un des restaurants du cru

est le "Mayon hot lava", une glace en forme de volcan surmontée de chili haché, noyée sous un sirop épicé.

Les hôtels les plus luxueux diffusent l'éruption en streaming live. Les touristes et journalistes ont pris d'assaut les chambres qui offrent les meilleures vues sur le cratère.

Le nombre de visiteurs dans la province d'Albay a augmenté de 10% en janvier sur un an, selon l'office du tourisme local. Les agences de voyage et les guides touristiques se réjouissent de l'affluence en cette période d'après-Noël d'ordinaire calme.

L'ancien clocher de l'église de Cagsawa, qui émerge du sol enherbé plus de deux siècles après que le Mayon avait enseveli vivants 1.200 de ses habitants, est une attraction touristique majeure.

Les gens posent devant le morceau d'édifice, se mettant en scène pour des photographies donnant l'illusion qu'ils prennent dans leurs mains le cratère incandescent.

Parfois, les nuages bas perturbent les séances de photos et les guides touristiques en sont réduits à puiser dans leurs talents de conteurs.

"Nous leur racontons la légende selon laquelle le nuage courtise le mont Mayon, que nous appelons "La Belle Dame", dit à l'AFP Hohanna Loterina. "Quand le nuage la recouvre, c'est qu'il ne veut pas que les autres la voient, c'est le témoignage de son amour".

Mais parallèlement au boom touristique, l'éruption aggrave les conditions de vie d'une population souvent pauvre. De nombreuses récoltes ont été détruites par les cendres.

Marcial Morato, qui cultive des piments, est pieds nus sur sa terre noircie où des tiges flétries sont tout ce qu'il lui reste. "C'est si dommage, je ne peux plus m'en servir, je vais devoir racheter de nouvelles graines", se lamente le paysan de 72 ans.

Venice Mar a perdu sa récolte de melons amers d'une valeur de 30.000 pesos (472 euros) mais il reste stoïque. Les désastres font des perdants et des gagnants, dit-il. "Nous sommes frustrés mais il faut prendre les choses comme elles sont. Nous y sommes habitués, entreprendre c'est parier".

AFP

Irlande

## Un référendum sur l'avortement sera organisé fin mai

**L**es Irlandais seront appelés à un référendum fin mai pour décider s'ils veulent libéraliser l'avortement ou conserver la législation actuelle, a annoncé lundi le Premier ministre Leo Varadkar.

À l'issue d'une réunion gouvernementale de plusieurs heures, il a précisé que la date exacte du scrutin serait connue après la conclusion de débats parlementaires.

Le chef du gouvernement irlandais s'est dit "confiant dans la réalisation de ce calendrier" lors d'une conférence de presse, soulignant qu'il s'agit d'un sujet "très personnel" et souhaitant un débat respectueux sur la question.

Il y a 3 ans, le pays de réputation conservatrice avait déjà marqué les esprits en votant très largement en faveur d'une légalisation du mariage homosexuel, démontrant une libéralisation de la société.

L'Irlande, qui reste imprégnée d'une culture très catholique, a néanmoins gardé l'une des législations les plus restrictives en Europe concernant l'IVG, interdite par le 8e amendement inscrit dans la Constitution du pays depuis 1983 et que seul un référendum peut modifier.

Le scrutin aura lieu un peu plus de deux mois avant une visite du pape François sur l'île en août. En 2012, la loi sur l'avortement

avait évolué une première fois vers une exception en cas de risque mortel pour la mère, après que l'opinion se fut scandalisée du cas d'une jeune femme décédée suite au refus des médecins d'interrompre sa grossesse à problème.

Les Irlandais se montrent désormais plus favorable à l'IVG et le gouvernement s'était engagé il y a près de deux ans à la tenue d'un référendum sur le sujet.

Le vote interviendra après "des décennies d'indécision, de confusion et d'incertitude pour les femmes et leur médecin", a estimé devant la presse le ministre de la Santé, Simon Harris.

Le Premier ministre a quant à lui précisé qu'il ferait campagne pour l'abrogation du 8e amendement malgré de nombreuses réserves sur la libéralisation de la loi affichées encore récemment.

"Mes opinions ont évolué avec le temps et l'expérience", a commenté le Premier ministre, médecin de formation pour qui la Constitution n'est pas le lieu "pour établir des affirmations définitives sur des sujets médicaux, moraux et légaux".

Une prise de position qui rejoint celle affichée depuis quelques temps par les leaders des principaux autres partis, qui se sont déclarés l'un après l'autre en faveur d'une

libéralisation de l'avortement.

Une assemblée de cent citoyens avait été convoquée à l'automne 2016 pour réfléchir à réformer la loi et avait recommandé en avril dernier un droit sans restriction à l'IVG jusqu'à douze semaines de grossesse.

À la surprise générale, une commission parlementaire avait ensuite repris cette recommandation, qui ne pourra se traduire dans la loi ordinaire par un vote du parlement qu'après le scrutin si une majorité vote pour l'abrogation du 8e amendement.

Cela entraînerait la suppression de tous les textes de loi interdisant l'avortement et permettrait au parlement de légiférer.

Chaque année, des milliers de femmes se rendent à l'étranger pour obtenir une IVG, notamment au Royaume Uni, ou commandent des pilules abortives sur internet.

Décrivant cette réalité comme "dangereuse, sans contrôle et illégale", Leo Varadkar a estimé que l'Irlande ne pouvait "continuer à exporter ses problèmes et à importer des solutions".

Selon le dernier sondage Ipsos/MRBI pour le quotidien Irish Times, publié vendredi, 56% des personnes interrogées se disaient en faveur de la possibilité d'avoir accès à l'IVG jusqu'à 12 semaines de grossesse et 29% contre.

AFP

Brésil

## La fièvre jaune fait plus de 50 morts depuis le début de l'année

La fièvre jaune sème un vent de panique au Brésil, où 52 personnes sont déjà mortes à Sao Paulo depuis le début de l'année, selon les derniers chiffres officiels.

Ces chiffres font état de 52 morts pour 134 cas recensés à Sao Paulo depuis le début de l'année, contre 16 décès pour 53 cas sur tout 2017.

La ruée vers les vaccins a provoqué une rupture de stock inquiétante, alors que la maladie progressait dans les Etats voisins de Minas Gerais et de Rio de Janeiro, ce qui inquiète d'autant plus à l'approche du célèbre carnaval carioca, début février.

Les services de santé de l'Etat de Rio ont confirmé la semaine dernière la mort de huit personnes depuis le début de l'année.

Lors du premier semestre 2017, la maladie avait déjà atteint ces régions du sud-est du Brésil, et fait 261 morts, pour 777 personnes contaminées au niveau national. Pour contenir cette nouvelle poussée

de fièvre jaune, le gouvernement fédéral a lancé une vaste campagne de vaccination de 21,8 millions de personnes. Cette campagne a débuté jeudi dernier à Sao Paulo. Afin d'éviter le risque de pénurie, les trois quarts seront immunisés à l'aide de doses fractionnées, correspondant à un cinquième de la dose traditionnelle, mais apparemment efficaces sur une période de huit ans.

L'Etat de Sao Paulo, qui rassemble 45 millions d'habitants, près d'un quart de la population du Brésil, a restreint le début de cette campagne aux zones considérées à risque.

Mais de plus en plus de cas ont été constatés à proximité de zones urbaines, ce qui est beaucoup plus inhabituel.

Le ministre de la Santé, Ricardo Barros, a démenti les risques de pénurie de vaccins, assurant la semaine dernière que "tous les Brésiliens pourraient être vaccinés sous 60 jours si nécessaire".

R. N.

Arabie saoudite

## Libération de toutes les personnes arrêtées pour corruption

Toutes les personnes détenues par les autorités saoudiennes depuis le début du mois de novembre à l'hôtel Ritz-Carlton de Ryad dans le cadre d'une vaste opération anti-corruption ont été libérées, a déclaré mardi un responsable du royaume.

Des dizaines de princes, hauts responsables, hommes d'affaires avaient été interpellés et l'hôtel avait été transformé en prison de luxe.

Le prince milliardaire Alwalid ben Talal, l'un des plus importants hommes d'affaires d'Arabie saoudite, a été relâché samedi.

Les autorités saoudiennes ont expliqué vouloir trouver des accords financiers avec la plupart des personnes arrêtées dans le cadre de cette opération lancée par le prince héritier Mohamed ben Salman pour asseoir son autorité.

Reuters

Il reflète son attachement à son terroir

# Adel Boudeb, un photographe passionné de la nature et du patrimoine

La photographie porte toujours un message et défend une cause et celle qui ne le fait «n'en est pas une», tient souvent à répéter le jeune Adel Boudeb, passionné de photographie de la ville de Mila.



Milev semble coller au nom du jeune Adel, âgé de 36 ans, et reflète son attachement à son terroir riche tant par sa nature que par son patrimoine matériel et immatériel, explique-t-il en assurant que c'est cette nature enchanteuse qui l'a poussé et le pousse encore à découvrir ses multiples facettes, ses reliefs splendides, sa vie sauvage intacte par endroits.

Membre de l'Association nationale de protection de la vie sauvage, Adel affirme en connaissant que la wilaya de Mila compte 12 magnifiques pics de montagne dont le plus bas s'élève à 1 268 mètres au dessus du niveau de la mer et le plus haut, en l'occurrence Tamazghida, situé dans la commune de Tassedane Heddada, culmine à 1 600 mètres et autant de photos paysages à immortaliser.

La ville abrite aussi plu-

sieurs lacs dont celui de Aïn Henach, nombre de cascades et de multiples grottes dont une nouvellement découverte à Tessala Lemtaï et attend d'être explorée.

C'est en flânant à la découverte des sites naturels de la wilaya que ce jeune a pénétré le monde de la photographie en 2008 pour, assure-t-il, exprimer un enchantement toujours renouvelé devant la grandeur de la nature qui, tout en étant d'aspect d'apparence rude, demeure foncièrement et intrinsèquement belle, généreuse et bienveillante par ses terres fertiles et ses sources naturelles chaudes et bienfaitantes.

Adel compte à ce jour 33 participations à des salons et expositions nationaux sur la photographie. Sa plus récente consécration est le Prix de la meilleure exposition décroché lors du Salon national de la photographie en décembre

2017. Pour ce jeune photographe, ses plus beaux souvenirs sont sa participation en 2010 au Festival de la photographie du patrimoine au Caire (Egypte), au 12<sup>ème</sup> Festival arabe de la photographie d'Amman (Jordanie) en 2014, le 4<sup>ème</sup> Salon international «Oui à la paix, non à la guerre» en 2014 en Irak, le prix Sharjah (Emirats arabes unies) de la photo arabe en 2015 et 2016. Il a également participé à deux expositions tenues à New-York (Etats-Unis) en 2016 et 2017.

Dans ses photos, Adel s'intéresse surtout à mettre en valeur la beauté de la nature de la wilaya de Mila sous le titre «Découvre Mila» qu'il accole à toutes les photos publiées sur sa page sur un des réseaux sociaux. Il affirme avoir photographié sept des 12 pics de Mila et envisage de réaliser prochainement un album photo de la wilaya.

Plutôt photographe de natu-

re, Adel manifeste de plus en plus d'intérêt pour la photo du patrimoine et la richesse archéologique et historique de la wilaya de Mila offre à son objectif une gamme richement variée.

Ambitieux à souhait, ce jeune envisage de constituer une archive de «pas moins de 70%» du patrimoine immatériel (tenues traditionnelles à l'instar de la m'laya des femmes, métiers, mets traditionnels) de la région afin de le «préserver pour les futures générations».

Pour y parvenir, Adel souhaite bénéficier du soutien des pouvoirs publics pour pouvoir toucher l'intégralité des communes de la wilaya. Manifestant beaucoup de sérieux et d'engagement envers sa passion, il se contente, pour l'heure, de «photographier son pain» en conduisant un autocar de transport des voyageurs.

T. L.

Ecriture de l'histoire

## Le rôle de la poésie populaire mis en exergue

Les participants à un premier colloque national sur la guerre de Libération nationale dans la poésie populaire, ont souligné, lundi à Tiaret, le rôle de cette expression artistique populaire dans l'écriture de l'histoire de la glorieuse guerre de Libération.

Lors de ce colloque inauguré par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, le docteur Khachab Sadek de l'université de Médéa, a affirmé que des «qacida populaires sont considérées comme documents d'archive contribuant à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale».

Dans sa communication intitulée «Contours de la Révolution dans la poésie populaire», il a cité comme modèle la qacida *Hizb Ethouar* (Parti des révolutionnaires) du chahid Hadj Hamdi dit Ahmed Arsalane décrivant des noms de sites et des batailles livrées au colonisateur français.

Le Dr Mohamed Belil de l'université de Tiaret a évoqué, pour sa part, le rôle de la poésie populaire dans la résistance et la lutte armée en incitant au djihad pour le pays et en appelant le peuple à soutenir la guerre et le glorieux Front de libération nationale.

La poésie populaire est considérée comme une matière historique qui s'ajoute aux documents et témoignages pour l'écriture de l'histoire, a-t-il soutenu.

L'universitaire de Tlemcen, le Dr Abdelkrim Lotfi a abordé le rôle de la femme poétesse dans la glorification des héros de la guerre de Libération nationale, soulignant qu'elle a exprimé à travers des vers du melhoun sa résistance et son refus du colonialisme et a décrit le combat du peuple algérien.

Les recommandations de ce colloque ont porté sur l'encouragement de thèses de licence, de master et de doctorat sur la poésie populaire et l'exploitation de ce patrimoine, par les instances dont le Centre national de recherche sur le mouvement national et la Révolution de Novembre, dans l'écriture de l'histoire.

Le programme de cette rencontre, organisée par le ministère des Moudjahidine, a comporté des communications animées par des universitaires de Tiaret, Médéa et Tlemcen, des lectures poétiques par des poètes des wilayas de Tiaret et El Bayadh et la projection d'un film documentaire sur le chanteur chahid Ali Maâchi.

Y. L.

Parcs culturels

## Atelier sur la préservation de la biodiversité

Les participants à un atelier dédié à l'évaluation du projet de préservation de la biodiversité, tenu dimanche à Tamanrasset, ont mis en avant les résultats obtenus du projet en cours d'exécution à travers cinq parcs culturels du pays.

Les représentants des secteurs concernés par le projet national de préservation de la biodiversité d'intérêt mondial et d'utilisation durable des services écosystémiques dans les parcs culturels en Algérie, ont mis en valeur les objectifs et résultats atteints et leur importance par l'évaluation des activités réalisés par l'Algérie, partenaire à ce projet.

Dans son intervention, la

représentant des affaires étrangères, Mme Ghaliya Benzouèche, a indiqué que son département ministériel accorde une grande importance et un suivi minutieux à ce projet par la relance des activités à portée économique, répondant aux spécificités de chaque région.

La même responsable a, à ce titre, appelé à échanger les expériences et associer les parties concernées, notamment la population locale, garante de la faisabilité et de la durabilité de ce projet.

Le représentant du programme des Nations unies pour le développement (Pnud) en Algérie, M. Eric Overvest, a salué, dans son allo-

cutation, l'engagement de l'Algérie qui a prouvé, à travers l'exécution de ce projet, sa volonté d'œuvrer à la protection du patrimoine.

Le représentant onusien, qui a souligné la nécessité d'accompagner l'opération de mise en œuvre de ce projet, a indiqué que l'action des experts onusiens se poursuit pour développer les connaissances et renforcer le cadre juridique, en vue d'atteindre l'objectif de protection de la biodiversité.

Le programme de cet atelier de deux jours prévoit l'animation d'une série de communications ayant trait au thème et à l'évaluation des taux d'avancement dans la concrétisation de ce projet et de

ses objectifs.

Les participants devront passer en revue la contribution financière et la gestion participative des projets sectoriels concernés, dont l'agriculture, le tourisme, l'environnement et la culture, par la consécration de la consultation commune, ainsi que l'élaboration d'un bilan des activités réalisées, des activités en cours et des perspectives du projet, ainsi que l'association de la population et des acteurs locaux pour garantir la durabilité du projet, a indiqué le coordinateur local du projet, Ourrezig Hiballah.

En marge de l'atelier, il sera procédé à la signature de conventions-cadres pour le ren-

forcement des activités des offices du tourisme de Tamanrasset et Tazrouk, à travers l'attribution d'équipements pour leur exploitation dans la promotion du tourisme local et la valorisation des sites touristiques, selon les organisateurs.

Il est projeté également l'organisation d'une visite de terrain dans la région de Tagmart, en vue de se rapprocher des bénéficiaires des actions de développement retenues aux titres du programme de gestion des sites prioritaires, et de remettre des matériels de contrôle de la biodiversité au profit de femmes bénéficiaires dans la localité de Tarhanent.

L. M.

«Pour moi, le bonheur, c'est d'abord d'être bien.»

Françoise Sagan



«Dans le bonheur d'autrui, je cherche mon bonheur.»

Pierre Corneille

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

## L'UE CRITIQUE UNE DÉCISION DE HONG KONG CONTRE UNE MILITANTE

**L'Union européenne a critiqué mardi la décision du gouvernement de Hong Kong d'interdire à une militante prodémocratie de 21 ans de se présenter en mars à une élection partielle.**



**A**gnes Chow, proche du leader étudiant Joshua Wong, a été officiellement informée au cours du week-end qu'elle ne pourrait être candidate en raison du programme de son parti.

Cette décision de l'exécutif hongkongais «risque de ternir la réputation internationale de Hong Kong comme société libre et ouverte», a estimé Maja Kocijancic, porte-parole de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. «La protection des droits civiques et politiques à Hong Kong est une partie essentielle de la mise en oeuvre du principe «Un pays, deux systèmes» que soutient l'UE», a-t-elle ajouté dans un communiqué. Depuis sa rétrocession à Pékin en 1997, l'ancienne colonie britannique jouit, en vertu du principe «un pays, deux systèmes», de certaines libertés non octroyées en Chine, mais pas d'un suffrage universel authentique réclamé par les militants pro-démocratie. Le parti d'Agnes Chow et Joshua Wong, Demosisto, formé après les manifestations du «mouvement des parapluies» en 2014, défend le droit de Hong Kong à l'«autodétermination».

Les jeunes militants démentent vouloir l'indépendance de Hong Kong, mais réclament un référendum sur l'avenir du territoire après 2047, quand le système capitaliste et le «mode de vie» hongkongais cesseront d'être pleinement garantis par sa mini-Constitution. **Reuters**

PEAU TERNE

### Votre routine beauté

**M**arre de votre peau terne et fatiguée ? Alors venez découvrir nos astuces pour redonner de l'éclat à votre teint. Mine radieuse assurée ! Une peau terne est une peau qui manque d'éclat, qui paraît fatiguée, voire même, parfois, qui tire sur le gris. Pour pallier à ces quelques problèmes, mieux vaut donc suivre un rituel beauté adapté, pour redonner un petit coup de pep's à votre teint.

**1. HYDRATATION DE LA PEAU**

Première chose : l'hydratation de votre joli minois. Une étape essentielle, quel que soit votre type de peau. Pour une efficacité maximum, il est important de choisir la bonne crème hydratante. Dans le cas d'une peau terne, le must reste la crème d'énergie Q10 Nivea, à l'extrait de baie de Goji. L'action

combinée du Coenzyme Q10+ (puissant actif antiride naturellement présent dans la peau) et de l'extrait de baie de Goji (fruit anti-oxydant utilisé dans la médecine traditionnelle chinoise) redonnera un petit coup de fouet à votre teint. Résultat : une peau reposée, fraîche et éclatante comme après une bonne nuit de sommeil et ce, en quelques minutes seulement. Petit bonus : son parfum frais et énergisant, idéal pour faire le plein de vitamines au réveil.

**2. UNIFIER LE TEINT**

Deuxième étape : la crème teintée. Elle va permettre d'unifier le teint et de le sublimer, avec un rendu très naturel. Idéale pour les peaux ternes : la crème teintée anti-rides Q10 de Nivea. Outre son action hydratante, elle lutte efficacement contre les rides, lisse la



peau et protège des agressions extérieures. Un véritable rempart contre les principaux facteurs responsables du teint terne, comme la pollution. Le plus ici : l'effet teinté très naturel, comme une seconde peau, pour un visage éclatant de beauté.

**3. POUDRE BONNE MINE**

Troisième étape : la poudre effet bonne mine, à appliquer en voile léger sur l'ensemble du visage. Pour un teint naturel ensoleillé et éclatant de beauté. Adieu la grise mine et place au visage lumineux.

**LA PEAU MIXTE**

Les bons gestes : C'est la plus délicate à soigner car elle est à mi-chemin entre la peau sèche et la peau grasse. Veillez tout d'abord à ne pas l'agresser avec des produits nettoyants trop astringents. Utilisez un lait nettoyant et une crème hydratante non grasse. Appliquez si besoin une crème plus riche sur

les parties du visage les plus sèches (pommettes, tempes...).

Il existe désormais des soins pour peaux mixtes qui combinent des actifs hydratants et des composants rééquilibrants pour réguler le flux de sébum. Adaptez votre maquillage à votre type de peau, quitte à utiliser deux produits différents (une crème teintée légère et un fond de teint stick gras) selon les parties du visage.

A ne pas faire : Beaucoup de femmes ayant la peau mixte la considère comme normale et ne prennent pas la peine de la soigner. C'est une grave erreur, car la peau mixte nécessite autant d'attention que les autres si ce n'est plus. Ne vous exposez donc pas aux intempéries ni au soleil sans une crème protectrice, n'utilisez pas d'eau calcaire ni de savons et choisissez plutôt des lotions sans alcool pour la nettoyer.

Nutrition

### 11 CONSEILS POUR BIEN MANGER

Pour bien manger, il ne suffit pas de faire des repas équilibrés. Il faut éviter les erreurs et les excès. En 11 conseils, voici les pièges à éviter pour que votre alimentation soit au top.

- 1 - Evitez le grignotage ou alors prenez une vraie collation avec fruits et laitages.
- 2 - Consommez un peu de matières grasses de cuisson et d'assaisonnement (beurre, huile).
- 3 - Mangez des fruits et/ou des légumes, crus ou cuits, à tous les repas.
- 4 - Accordez une large place au pain.
- 5 - Consommez plus souvent des légumes secs.
- 6 - Limitez les confiseries.
- 7 - Modérez votre consommation de fritures ; il n'existe pas d'huiles légères.
- 8 - Consommez un produit laitier à chaque repas y compris au petit-déjeuner, c'est la seule façon de couvrir les besoins en calcium à tous les âges de la vie.
- 9 - Variez les fromages aussi souvent que possible, essayez les goûts nouveaux.
- 10 - Mangez dans le calme et consacrez du temps à vos repas.
- 11 - Buvez de l'eau à volonté, pendant les repas ou en dehors.



**Les DEBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

MC Alger

## Le Doyen prêt pour le derby



**L**e Mouloudia d'Alger prépare très sérieusement son match très important face au CR Belouizdad pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie de

football qui se déroulent le week-end prochain. Sortant d'un nul justement face à ce même adversaire lors de la dernière journée du championnat, le Doyen veut cette fois-ci l'em-

porter pour arracher le billet qualificatif pour les quarts. Le driver des Rouge et Vert, le Français, Bernard Casoni, se montre très confiant pour cette empoignade mais demande

quand même à ses joueurs de se donner à fond pour aller le plus loin possible dans cette épreuve populaire. Il tenter de préparer ses poulains psychologiquement pour réussir cette sortie en leur prodiguant des conseils précieux surtout en leur demandant de garder leur concentration et leur sang froid tout au long de cette empoignade. «J'ai ma propre idée sur la manière d'aborder ce match», dira le coach mouloudéen qui pense que ses joueurs sont prêts pour relever le défi lors de ce match qui reste très important surtout aux yeux des fans qui aiment beaucoup cette compétition et qu'ils affectionnent plus que le championnat. Par ailleurs, il pense qu'il faudrait bien aborder ce match en tenant en compte du fait que le Chabab désire aussi se qualifier et aller loin dans cette compétition, surtout qu'il avait déjà remporté ce trophée la saison dernière. Les Vert et Rouge seront, en tout cas, soutenus par un public des grands jours lors de ce match qui s'annonce d'un point de vue logique, équilibré. A noter que les billets de ce derby seront vendus ce matin dans les guichets du stade olympique, ce qui permettra aux fans des deux équipes de se rendre en masse au stade.

Imad M.

USM El Harrach  
Zemiti : "Je n'ai rien encore finalisé"

■ L'entraîneur Farid Zemiti a confirmé avoir été contacté par l'USM El-Harrach (Ligue 1 Mobilis de football) pour remplacer le Tunisien Hamadi Edou, limogé par la direction du club algérois, mais rien n'est encore finalisé. «Effectivement, j'ai reçu un contact de l'USMH par le biais du président du directoire Mohamed Laib, mais ce dernier était occupé par une réunion du Conseil d'administration et nous n'avons pas approfondi les discussions. En principe, tout sera mis au clair d'ici cet après-midi», a affirmé Zemiti. Hamadi Edou a été démis de ses fonctions dimanche, au lendemain de la défaite concédée à domicile face à l'Olympique Médéa (2-3) dans le cadre de la 18e journée du championnat, un revers qui fait scotcher le club à la 15e et avant dernière place au classement (16 points), synonyme de relégation. «Je suis prêt à relever le défi avec l'USMH dans le cas où les négociations aboutissent. Je suis conscient de la difficulté de la mission mais ça fait partie des risques de ce métier», a ajouté Zemiti. Hamadi Edou, ancien entraîneur du CS Sfaxien (Tunisie), est devenu le troisième entraîneur à «sauter» au terme de la 18e journée de Ligue 1 après Omar Belatoui (DRB Tadjenanet) et Fouad Bouali (JS Saoura).

JS Saoura

## Khouda prépare le match de l'USMA

■ L'entraîneur Karim Khouda, ayant effectué son retour à la barre technique de la JS Saoura, a poursuivi lundi la préparation de l'équipe en prévision de la réception de l'USM Alger vendredi (17h00) en 1/8es de finale de la Coupe d'Algérie de football. Khouda est épaulé dans cette tâche par son adjoint Karim Zaoui et du nouvel entraîneur des gardiens de buts, Laouti Salah (ex-gardien de la JS Saoura), qui remplace Mourad Habi. «Nous comptons énormément sur Karim Khouda et son staff pour le redressement de la situation technique de l'équipe pour qu'elle puisse renouer avec les résultats positifs, tant à domicile qu'à l'extérieur», a déclaré Mamouni Hamlili, président du conseil d'administration. «Avec l'apport des attaquants Mustapha Djallit et le Libyen Mohamed Al Ghanoudi, le compartiment offensif aura la lourde charge de mettre en pratique les nouveaux contours de la stratégie offensive du club, dont la défense peut compter aussi sur le Sénégalais Haji Youssoufa, qui a donné beaucoup de satisfaction aux dirigeants lors de la rencontre avec l'USM Blida (défaite 1-0)», selon les dirigeants et responsables du comité des supporters de la JSS.

## Ligue de football professionnel (LFP)

## L'AGO durant la première quinzaine de mars

■ L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la Ligue de football professionnel (LFP) se tiendra durant «la première quinzaine du mois de mars prochain», a appris l'APS lundi auprès du président du directoire chargé de gérer les affaires courantes de la LFP Ammar Bahloul. «L'AGO se déroulera lors de la première quinzaine de mars, au cours de laquelle il sera question de l'installation de la commission de candidatures et celle de recours. L'assemblée électorale doit se dérouler dans un délai d'un mois après l'AGO soit au mois d'avril. Nous sommes dans les temps», a affir-

mé Ammar Bahloul, également membre du Bureau fédéral de la fédération algérienne (FAF). L'instance fédérale a annoncé le dimanche 21 janvier sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011. La décision a été prise à l'unanimité par le Bureau Fédéral de la FAF, réuni en session ordinaire à Sétif sous la présidence de Kheireddine Zetchi. Un directoire avait été installé le lundi 22 janvier

par le président de la FAF. Il est composé d'Amar Bahloul et Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). «Notre mission va prendre fin à l'issue de l'AG électorale, au cours de laquelle nous serons présents en tant qu'observateurs pour veiller au respect stricte des règlements en vigueur», a-t-il ajouté. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj quitte ainsi l'instance dirigeante de la compétition professionnelle alors que son mandat court encore jusqu'en 2019.

JAJ 2018

## Ould Ali : "L'Algérie sera prête pour accueillir la compétition"

■ L'Algérie sera prête pour accueillir les Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 19 au 28 juillet à Alger, a assuré le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, lundi à Alger, lors de la clôture de la 1ère réunion de coordination des chefs de mission des délégations africaines qui a débuté dimanche. «L'Algérie et en particulier Alger, possède les infrastructures sportives et les moyens logistiques adéquats pour accueillir cet événement de la jeunesse africaine. Après deux jours de visite, les chefs de délégations qui se sont rendus sur les sites retenus pour la compétition et l'hébergement des athlètes, ont donné des avis positifs malgré quelques imperfections que nous allons corriger d'ici la début de la compétition», a déclaré Ould Ali. «En général, tous les sites sont prêts pour accueillir les athlètes. Il reste du travail à faire et nous nous attelons à fournir le maximum d'ef-

forts pour être prêt le jour J», a-t-il ajouté. Le ministre est également revenu sur la préparation des athlètes algériens qui a déjà débuté durant les vacances d'hiver à travers l'organisation de plusieurs camps d'entraînement sur tous le territoire national. «Nos athlètes se préparent dans de très bonnes conditions. Nous avons programmé en coordination avec les Fédérations sportives nationales d'autres camps d'entraînements durant les vacances de Printemps, pour ensuite retenir la liste finale des athlètes qui participeront aux JAJ. Ces athlètes seront en stage permanent jusqu'au début de la compétition», a-t-il souligné. De son côté, le représentant et coordinateur de l'ACNOA, Joao Costa Alegre, s'est dit «satisfait» de ces deux jours de travail, estimant que les préparatifs pour la 3e édition des Jeux africains de la jeunesse se déroulent dans les «délais».

«L'Algérie va très bien organiser les JAJ parce que c'est une nation qui aime le sport. Nous allons coordonner nos efforts pour la réussite de ces Jeux», a déclaré Joao Costa Alegre. Une dernière séance de travail relative aux réponses et clarifications aux questions des chefs de délégation africaines se tiendra mardi matin, avec l'objectif d'apporter des réponses aux interrogations des participants, notamment celles concernant le transport des athlètes, les commodités au Village olympique (restauration, sanitaires, boutiques), ou encore les multimédias (résultats, tableau des médailles, réseaux sociaux). Les Jeux africains de la jeunesse est une compétition qui concerne les athlètes âgés entre 15 et 18 ans. La première édition des JAJ a été organisée à Rabat au Maroc en 2010, alors que la capitale Botswanaise, Gaborone, a abrité la 2e édition en 2014.

Arabie saoudite

## M'Bolhi signe sa première titularisation avec Al-Ittifaq

■ Le gardien international algérien Rais M'Bolhi, a signé lundi soir sa première titularisation sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Al-Ittifaq, lors du match nul en déplacement face à Al-Batin (1-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat saoudien de football. Al-Ittifaq a ouvert le score à la 67e minute de jeu grâce à Abdelrahman Alobud avant que les locaux ne remettent les pendules à l'heure à la 90e minute par l'entremise du Brésilien Jorge Santos Silva. A l'issue de ce résultat, Al-Ittifaq reste scotché à la 12e place au classement avec 16 points, synonyme de play-off de relégation. M'Bolhi (31 ans) s'est engagé cet hiver avec la formation saoudienne pour un contrat de six mois, en plus d'une saison supplémentaire en option, en provenance du Stade Rennais (France) avec lequel il n'a joué un seul match en dix mois. Plusieurs joueurs algériens évoluent dans le championnat d'Arabie saoudite à l'image de Nacreddine Khoualed et Mohamed Boulaouidet lesquels avaient signé à Ohod au mercato d'hiver, club dirigé par l'Algérien Nabil Neghiz, alors que le dernier venu est le milieu offensif Brahim Chenihi, signataire d'un contrat jusqu'en juin 2019 avec Al-Fateh. M'Bolhi (55 sélections) n'avait pas été sélectionné par le sélectionneur des Verts Rabah Madjer pour les deux derniers matchs de l'Algérie contre respectivement le Nigeria (1-1 puis 3-0 sur tapis vert) en clôture des qualifications du mondial 2018 et en amical contre la Centrafrique (3-0).



## Siège de l'Union africaine La Chine dément avoir fait de l'espionnage

La Chine et l'Union africaine ont démenti lundi les informations du journal *Le Monde* d'après lequel Pékin a espionné durant cinq ans le siège de l'UA à Addis-Abeba en Ethiopie. Dans un article publié vendredi, *Le Monde* écrivait que les données des ordinateurs du siège de l'UA, qui a été construit par la Chine, avaient été transférés de nuit vers des serveurs situés à Shanghai.

«Selon plusieurs sources au sein de l'institution, tous les contenus sensibles ont pu être espionnés par la Chine. Une fuite de données spectaculaire, qui se serait étalée de janvier 2012 à janvier 2017», rapportait le journal. Après la découverte voici un an de ce piratage massif de données, les ingénieurs chinois présents au siège de l'UA pour gérer les systèmes informatiques ont été remerciés et des mesures ont été prises pour renforcer la cybersécurité, ajoutait *Le Monde*. Le siège de l'UA à Addis-Abeba, entièrement financé et construit par les Chinois, a ouvert ses portes en 2012. Il se dresse dans le paysage de la capitale éthiopienne comme le symbole de l'influence grandissante de Pékin en Afrique, et de l'accès des Chinois aux ressources naturelles du continent noir. L'ambassadeur de Chine auprès de l'UA, Kuang Weilin, a jugé l'article du *Monde* «ridicule et absurde» et a estimé que sa publication visait à exercer une pression sur les relations entre Pékin et l'Afrique. «Les relations Chine-Afrique ont engendré des bienfaits et beaucoup d'opportunités. Les Africains en sont heureux. D'autres ne le sont pas». Prié de dire qui, il a répondu : «Les Occidentaux».

Interrogé sur l'article, le président rwandais, Paul Kagame, qui assume cette année la présidence de l'Union africaine, a dit ne pas être au courant. «Mais en tout état de cause, je ne pense pas que des choses aient été faites ici, que nous ne voudrions pas voir connues», a-t-il dit à la presse après le 30<sup>e</sup> Sommet africain, qui s'est déroulé dimanche et lundi. «Je ne pense pas que l'espionnage soit l'apanage des Chinois. Il y a des espions partout dans le monde», a ajouté le président rwandais.

Reuters

France

## 15 millions de personnes touchées par la crise du logement

Un total de 15 millions de personnes sont touchées par la crise du logement en France, a indiqué hier un rapport de la Fondation Abbé-Pierre, soulignant que 4 millions d'entre elles sont mal logées ou privées de domicile. «Au total, sans les doubles comptes, près de 15 millions de personnes sont touchées, à un titre ou à un autre, par la crise du logement, dont 4 millions de personnes souffrent de mal logement ou d'absence de logement personnel», a précisé le rapport annuel «Etat du mal-logement en France» qui est à sa 23<sup>ème</sup> édition, selon son propre décompte à partir de l'enquête «Sansdomicile» effectuée par l'Insee. «Parmi les 4 millions de personnes mal logées, on compte des personnes privées de confort, en surpeuplement accentué, sans logement personnel, voire sans domicile. Cette situation, la plus alarmante, connaît une aggravation brutale et incontestable au cours des dernières années», a-t-on ajouté.

M. L.



Parmi les huit abattus à Khenchela

## Identification d'un septième terroriste



Le septième terroriste, parmi les huit abattus vendredi dernier à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a été identifié, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité qui s'est soldée par l'élimination de huit terroristes, le 26 janvier 2018 à Khenchela (5<sup>e</sup> Région militaire), il a été procédé à l'identification du septième criminel. Il s'agit, en l'occurrence, du dénommé S.

Mustapha qui avait rallié les groupes terroristes en 2015», précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire «a découvert et détruit, à Aïn Defla (1<sup>ère</sup> RM), 15 bombes de confection artisanale».

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont saisi, le 29 janvier 2018 à Tlemcen (2<sup>ème</sup> RM), une importante quantité de kif traité s'élevant à 318 kg». En outre, un détachement de l'ANP «a saisi, à In Guezam (6<sup>e</sup> RM), deux véhicules tout-terrain et 3,78

tonnes de denrées alimentaires». De même, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé sept individus et saisi 309 comprimés de psychotropes et 1 470 unités de différentes boissons à Oran, Sidi Bel Abbès et Mascara (2<sup>e</sup> RM)». D'autre part, des gardes-côtes «ont mis en échec, à Annaba (5<sup>e</sup> RM) et Dellys (1<sup>ère</sup> RM), des tentatives d'émigration clandestine de 70 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Adrar».

R. N.

El Tarf

## Collision entre un bus et un camion semi-remorque

Dix-huit personnes dont 11 femmes et un enfant de moins de trois ans ont été blessés dans un accident de la circulation survenu, hier, à la sortie Est de la commune de Aïn Assel, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

Selon la même source, l'accident s'est produit, sur un tronçon de la RN 44 reliant El Kala (El Tarf) à Annaba, lorsqu'un bus de transport des voyageurs assurant la desserte El Kala-Aïn Assel est entré en collision avec un camion semi-remorque.

Douze des victimes de cet accident (sept femmes et cinq hommes) dont les blessures ont été jugées «légères» ont été acheminées par les éléments de la Protection civile vers l'établissement public hospitalier d'El Tarf et les six autres victimes dont un enfant de moins de 3 ans ont été pris en charge par des particuliers bénévoles, a-t-on encore détaillé.

Les blessés sont âgés entre 3 et 81 ans a signalé la même source, indiquant que le chef de l'exécutif local, accompagné du président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P/APW)

Lakhdar Bouhara, se sont, aussitôt, rendus à l'hôpital pour s'enquérir de l'état de santé des victimes.

Une enquête a été, par ailleurs, ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de cet accident de la circulation, a-t-on ajouté de même source.

Par ailleurs, 43 personnes ont trouvé la mort et 1 142 autres ont été blessées dans 1 010 accidents de la circulation survenus durant la période du 21 au 27 janvier 2018 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus tragique a été enregistré au niveau de la wilaya de Saïda où 17 personnes sont décédées et 29 autres ont été blessées dans huit accidents de la route, précise la même source. Les unités de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, 4 670 interventions dans le cadre d'opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

K. L.

## ACTU...

Skikda

## Arrestation d'un trafiquant de faux billets

Les services de la Sûreté de Skikda ont procédé à l'arrestation d'un repris de justice de 34 ans, impliqué dans une affaire de falsification de billets de banque et leur mise en circulation sur le marché ainsi que la saisie d'un montant de 810 000 DA contrefaits, a-t-on appris, lundi, des services de Sûreté de la wilaya. Cette même source a précisé que le prévenu dans cette affaire a été interpellé dans la commune de Ben Azzouz (à l'est de Skikda) avec, en sa possession, un sac en plastique contenant des faux billets de monnaie nationale pour un montant total de 810 000 DA. En coordination avec les autorités judiciaires, les services de la police ont également découvert dans le domicile du mis en cause des détecteurs de métaux et procédé à leur saisie, avant d'ouvrir un dossier distinct à ce sujet. Selon la même source, il s'est avéré que le suspect active au sein d'une bande criminelle spécialisée dans la falsification de billets de banque, leur mise en circulation sur le marché en les promouvant, en sus de détenir, sans autorisation, des appareils de détection d'objets métalliques. Le mis en cause a été traduit, aujourd'hui, devant le procureur général du tribunal d'Azzaba pour «délit d'imitation de la monnaie nationale et mise en circulation sur le marché» ainsi que pour «détention de détecteurs de métaux sans autorisation», et a été écroué.

R. K.

Jijel

## Deux dangereux terroristes abattus

Deux dangereux terroristes ont été abattus hier à Jijel, suite à une embuscade tendue dans la zone de Mechtet Mohcen par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade tendue dans la zone de Mechtet Mohcen, commune de Bordj Tahar, wilaya de Jijel/5<sup>e</sup> Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, aujourd'hui 30 janvier 2018, deux dangereux terroristes», précise la même source. «L'opération a permis de récupérer deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil à pompe et une importante quantité de munitions», ajoute le communiqué. «Cette opération, qui est toujours en cours, s'inscrit dans la dynamique des opérations menées par nos forces armées pour assainir notre pays du fléau du terrorisme, et d'asseoir la sécurité la quiétude à travers l'ensemble du territoire national», note le MDN.

H. M.

Aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine

## Saisie de 760 comprimés de psychotropes

Une quantité de 760 comprimés de psychotropes a été saisie à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, a-t-on appris hier auprès des responsables des Douanes. La prise a été effectuée lundi lors du traitement des passagers en provenance de Nice (France), a souligné la même source, précisant que le lot de comprimés classés hallucinogènes a été découvert dans les bagages d'un Algérien, la quarantaine originaire de la wilaya de Jijel. Ces médicaments ont été soigneusement dissimulés dans les semelles d'une paire de chaussures appartenant au mis en cause, a encore précisé la même source. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité compétents pour déterminer l'étendue de ce trafic, cinquième du genre détecté à l'aéroport de Constantine depuis le début 2018, a-t-on rappelé.

L. Y.